

Entretien avec M. Charles S.N. Parent

Date : 5 novembre 2015

Lieu : Montréal

Intervieweurs : Jean Labrecque, Claude Lafortune et Michel P.Trudeau

Afin de faciliter la lecture du verbatim de cette entrevue, des sous-titres ont été ajoutés au texte. Ils permettent de repérer les différents sujets abordés au cours des entretiens.

- Une famille d'avocats dans le milieu du courtage
- Le courtage à Montréal au début des années 1960
- Une initiation au courtage auprès de Louis Gélinas
- Louis Gélinas chez Ernest Savard
- Les débuts de Charles Parent dans le courtage en 1968
- *Lévesque, Beaubien achète Oswald & Drinkwater.*
- De nouvelles acquisitions par *Lévesque, Beaubien* : *T.A. Richardson* et *Rademaker*
- Temps difficiles avant l'instauration des R.É.A. (Régime d'épargne-actions)
- Se construire une clientèle en tant que courtier.
- *Lévesque, Beaubien* devient société ouverte.
- Les émissions des institutions religieuses

Charles S.N. Parent (CH.P.) / Jean Labrecque (J.L.) / Claude Lafortune (C.L.) / Michel P. Trudeau (M.T.)

Une famille d'avocats dans le milieu du courtage

CH. P. Né à Québec le 2 août 1942, je suis le fils de Charles Eugène Parent [1894-1961], avocat, député fédéral de 1935 à 1953 et de Gertrude Bruneau [1921-1999], élève chez les Ursulines. Mon père prend sa retraite en 1953. Il était passionné par la bourse. Une passion qui datait depuis très longtemps, car il souhaitait devenir courtier. Mais son père, Simon-Napoléon Parent [1855-1920], voulait que tous ses enfants deviennent avocats. Il ne voulait surtout pas qu'ils deviennent courtiers, car il avait perdu de l'argent à New York en 1907 ou en 1897 ou quelque chose comme ça.

J.L. Le grand-père était-il client, en 1907, chez *Barry & McManamy*?

CH.P. Je l'ignore, mais je sais que mon père, en 1929, était client chez *Beaubien* parce que lorsque j'y suis rentré, le trésorier, Monsieur Vallerand, m'avait dit : « Charles Parent, j'ai bien connu ton père. Il s'appelait Charles et il avait un compte chez nous. » Mon père devait probablement spéculer parce qu'il est né en 1894 et qu'en tant qu'avocat, il savait tout, comme tous les avocats. Il se pensait donc plus brillant que le marché et était probablement sur marge en 1929.

J.L. Quel était le pourcentage de marge?

CH.P. À l'époque, les pourcentages de marge étaient très élevés. Je pense que c'était 90 %.

J.L. C'est-à-dire qu'on prêtait 90 % à l'investisseur.

CH.P. Je ne sais pas quel était le cas particulier ici, mais on a dit qu'une baisse de marché - le 10 % - a entraîné la ruine de bien du monde. Est-ce que les gens utilisaient leur marge jusqu'à ce niveau-là, je ne le sais pas.

J.L. J'ai pu constater qu'au début des années 1900, le capital nécessaire à emprunter sur marge était de 3 %. Si tu me parles de 10 %, c'était déjà beaucoup plus que 3 %. Mais comme tu dis, si le marché *swing* de 30 %...

CH.P. On a entendu dire que J.P. Morgan a convoqué tous les banquiers et a joué le rôle de la FED comme dans la dernière crise. Il a réuni tous les banquiers autour d'une table et leur a dit qu'ils ne sortiraient pas sans avoir promis de prêter de l'argent parce que le marché s'était arrêté pendant 3 à 4 mois. C'était donc une crise majeure. Il y en avait eu une autre en 1893 qui avait été majeure également. Il y en avait eu une aussi en

1873, en 1857 ou encore la crise des canaux avec Jackson alors que les banques avaient trop prêté aux canaux. Il y a toujours eu des crises aux États-Unis. Mon grand-père avait perdu de l'argent à New York. Il avait donc une méfiance envers tout ce qui était courtier ou spéculation.

En 1927, mon père a vendu, avec ses frères, le journal *Le Soleil*. Puisqu'il avait de l'argent à ce moment-là, il a spéculé. Il était jeune avocat. C'était en 1929, il avait 35 ans.

J.L. Quand il a vendu *Le Soleil*, l'a-t-il vendu au colonel Gilbert?

CH.P. C'a d'abord été vendu à un Canadien français protestant dont André Bachand me disait qu'il avait été exclu de la société canadienne-française parce qu'il était protestant. C'était le sénateur Jacob Nicol (1876-1958) de Sherbrooke, un sénateur libéral.

J.L. Qui lui a revendu à...?

CH.P. Au colonel Oscar Gilbert qui lui a vendu peut-être à M. Jacques Francoeur.

J.L. Ton père était donc le propriétaire du *Soleil*...

CH.P. Avec ses frères et sœurs. Ils étaient huit sur treize qui avaient survécu. Ils étaient tous actionnaires du *Soleil* dont ils ont hérité en 1920, au moment de la mort de Simon-Napoléon Parent, mon grand-père.

J.L. Est-ce que le fondateur du *Soleil* était Simon-Napoléon Parent?

CH.P. C'était le principal actionnaire. Il avait pris le contrôle du *Soleil* probablement avec l'accord de Sir Wilfrid Laurier dont il était un ami. Donc oui, il a contrôlé *Le Soleil* pendant trente ans. *L'Électeur* était le journal libéral avant *Le Soleil*, mais il avait été mis à l'index par l'Église [le 27 décembre 1896]. [Dès le lendemain], ils [politiciens et artisans de *L'Électeur*] fondent un nouveau journal, *Le Soleil*. Ces gens-là avaient un petit goût amer envers le clergé, car c'étaient des libéraux et ils voulaient établir un ministère de l'Éducation publique. D'ailleurs quand le libéral Félix-Gabriel Marchand [1832-1900] a pris le pouvoir en 1897, ils ont finalement voté à l'Assemblée législative, pour un ministère de l'Éducation. Mais ça a été bloqué au Conseil législatif à cause des pressions du clergé. Ils n'ont pas osé attaquer à nouveau le clergé.

Mon père avait aussi un peu ce côté anticlérical. À la maison, nous avons les œuvres de Gambetta qui était le grand premier ministre français radical. Il y avait ce petit côté rouge, qui était peut-être devenu du rose à cause des pressions.

J.L. Et l'enfer était toujours rouge?

CH.P. L'enfer était probablement toujours rouge. C'était des gens qui étaient plus radicaux en tout cas.

J.L. Dans ta famille, tout le monde devait être avocat.

CH.P. Les quatre gars étaient avocats. Le dernier qui a vécu, mon oncle Paul, n'a jamais pratiqué. Il était journaliste. Il avait un journal, *La Revue militaire canadienne*, qu'il a publié jusqu'à l'âge de 94 ans, en français et en anglais. Il allait chercher des commandites en allant voir des militaires. Il faisait faire leur portrait par un artiste. C'est comme ça qu'il réussissait à vivre. Les autres sont presque tous morts plus jeunes. Mon oncle Georges, qui était président du Sénat, est mort en 1942. C'était mon parrain. Mon oncle Albéric qui était avocat à Ottawa est mort sur un terrain de golf. Mon père est mort à 66 ans. Il fumait et buvait du cognac quand il allait aux courses à Québec. Les hommes de la famille n'avaient pas une bonne génétique et s'alimentaient mal. Ils mangeaient des cretons, de la tête fromagée...

J.L. Ça fumait le cigare et ça buvait du cognac tard le soir.

CH.P. Oui, Papa fumait son cigare. C'était exactement ça durant cette génération-là. Ma passion pour la bourse vient de mon père et non de mon grand-père, semble-t-il.

J.L. Parmi tes oncles, on comptait donc surtout des avocats?

CH.P. Gabrielle, la sœur de papa, a marié Robert Laurier, le neveu de Sir Wilfrid Laurier qui était comme son fils. Il est devenu ministre des Mines pendant la guerre, dans le gouvernement de Mitchell Hepburn. Il a eu deux fils, dont un, nommé Henri, est devenu avocat. Autrement, mon cousin Simon Parent, le fils de Georges, le président du Sénat, est devenu docteur en droit. Son fils à lui, Georges Parent, pratique encore à Québec. Il y a donc une tradition dans la famille.

Ma tante Corinne qui était plus âgée que mon père a épousé Ascanio Major. Ce grand marchand d'Ottawa est considéré comme l'un des premiers millionnaires canadiens-français de l'Ontario. C'est lui qui a fait construire *Stornoway*, la maison du chef de l'opposition. On dit d'ailleurs que la plus belle maison d'Ottawa n'est pas celle sur *Sussex Drive*, mais plutôt *Stornoway*.

J.L. C'est lui ou c'est son fils qui a démarré [la compagnie d'Assurance] *Les Provinces unies*?

- CH.P. Je pense qu'il avait un bureau de courtage *Pigeon, Major*. Moi, je crois que c'était Ascanio. Ça a été continué avec Wilfrid mon cousin, dont le parrain était Sir Wilfrid Laurier.
- J.L. Et qui porte le prénom de Sir Wilfrid Laurier.
- CH.P. Mon cousin Wilfrid est mort il n'y a pas si longtemps. C'était quelqu'un de très conservateur. Il gérait *Les Provinces unies*.
- J.L. Est-ce que c'était des gens qui étaient seulement dans les assurances ou étaient-ils aussi dans le courtage financier indirectement?
- CH.P. Ils étaient dans le courtage d'assurances, mais pas dans le courtage lié à la bourse.
- M.T. Monsieur Parent, quelle a été votre formation au niveau du secondaire?
- CH.P. J'ai eu une formation d'historien essentiellement. Au secondaire, j'étais à Québec. J'ai été un mauvais élève des Jésuites qu'on a envoyé apprendre les méthodes à l'Académie de Québec [Frères des écoles chrétiennes]. Après cela, je suis allé au *Loyola College* puis j'ai été faire une licence en histoire. J'ai ensuite passé un an à Paris. J'ai eu une bourse de monsieur Lande. Quand l'historien Michel Brunet (1917-1985) m'a appelé pour me parler de la possibilité d'une bourse à McGill, j'étais à Paris en train d'étudier la période de la Commune. Il m'a demandé si ça m'intéressait de venir étudier en histoire canadienne. Je suis donc rentré pour étudier à McGill.
- J.L. Étais-tu trop turbulent pour finir un cours d'études classiques?
- CH.P. Non, je l'ai terminé au *Loyola College*. Il fallait que j'apprenne l'anglais. Ce qui m'a effectivement servi. En 1960-61-62, j'étais à Loyola. Mon père meurt en 1961. Je suis ensuite allé à l'Université de Montréal pour réapprendre le français que j'avais perdu.
- J.L. À ce point-là? Étais-tu pensionnaire à ce moment-là?
- CH.P. Oui. J'étais chez des Irlandais à Montréal. Avant cela, j'étais avec des Anglais dans l'Ouest. Je défendais la cause de Chaput devant des Anglais, à l'époque de mes études à *Loyola*. J'étais l'indépendantiste de *Loyola* en 1962. Ce qui était cocasse, c'est quand je revenais à la maison le dimanche, je mangeais avec ma mère qui avait épousé le sénateur [Louis-Philippe] Gélinas [1902-1976] qui était courtier. À ce moment-là, j'étais à l'Université de Montréal et j'étais nationaliste. J'étais dans toutes les manifestations. Je défendais la cause souverainiste assis aux côtés de Charles Taschereau, le fils de Louis-Alexandre [premier ministre du Québec de 1920 à 1936]. Ma mère me donnait des coups de pied sous la table quand le sénateur Gélinas, aussi

trésorier du parti libéral fédéral, n'était pas d'accord avec mes propos. Il me laissait néanmoins défendre mes idéaux. Il trouvait ça sympathique qu'un jeune s'exprime de la sorte.

Le courtage à Montréal au début des années soixante

- J.L. Peux-tu nous éclairer davantage sur le sujet? Quel âge as-tu quand tu rencontres Louis-Philippe Gélinas [1902-1976]?
- CH.P. J'assiste au mariage de ma mère à Westmount en 1962 (sauf erreur, neuf mois après la mort de mon père). J'arrive alors dans un milieu montréalais où on vit au Trafalgar sur Côte-des-Neiges, dans un appartement superbe sur deux étages, avec balcons. Un chauffeur me conduisait à l'Université de Montréal. Je lui demandais d'ailleurs de me laisser en bas de la côte pour ne pas me faire trop remarquer.
- J.L. Était-ce le train de vie de Gélinas en tant que courtier ou celui du sénateur?
- CH.P. C'était son train de vie de courtier et non son train de vie de sénateur. Son bureau de courtage à l'époque allait très bien. Les marchés étaient très bons. Il fonde ce bureau avec ses partenaires, après la guerre. Ils ont d'ailleurs vécu une période boursière assez intéressante à ce moment-là.
- J.L. Entre parenthèses, combien d'argent avait été investi dans ce bureau de courtage? Presque rien, non? Quelque chose comme 25 000 \$?
- C.L. Probablement, oui.
- J.L. Officiellement, on n'a pas le droit d'avoir accès aux états financiers, mais on sait qu'il n'y avait pas d'argent. Gélinas reprend la firme *Geoffrion, Robert*, dont l'actionnaire principal est Robert. Cette firme avait été fondée en 1920 par Geoffrion, un marchand très à l'aise financièrement. Il avait fondé *Geoffrion & cie* pour aider son fils. Quand le fils Geoffrion décède, c'est un dénommé Robert qui prend le contrôle. Il garde le nom de Geoffrion et renomme la firme *Geoffrion, Robert*.
- CH.P. Le Geoffrion en question était-il parent avec Émile Geoffrion du bureau d'avocats?
- J.L. Non, pas de lien avec les avocats. Geoffrion était un marchand à Montréal, grossiste en vin, en importation de produits de base, etc. Geoffrion a fait beaucoup d'argent. D'abord chez les anglophones, puis sous son propre nom. Il a fait de l'argent aussi avec des produits de quincaillerie. À l'âge de 67 ans, en 1920, il a décidé de fonder une maison de courtage pour lancer son fils, Henri Geoffrion, en affaires.
- C.L. On parle de Louis-Élie Geoffrion?

J.L. Oui, c'est bien Louis-Élie Geoffrion, le père d'Henri.

Tu me parlais de la période après la guerre. Gélinas, qui n'est pas encore sénateur, arrive donc dans ton entourage.

CH.P. Ce dont je me rappelle, c'est du moment où le premier ministre [fédéral] Louis Saint-Laurent perd son élection [21 juin 1957]. Je dois avoir entre 14-15 ans et j'écoute aux portes. À ce moment-là, tout le monde trouve à la maison que Saint-Laurent a été stupide de ne pas avoir nommé Louis Gélinas comme sénateur. Ma mère connaissait déjà Louis Gélinas quand mon père était vivant. C'est un petit monde. Il semble que ce soit Lucille Donohue de Québec qui ait présenté ma mère au sénateur. Je me souviens qu'à l'élection de 1957, il aurait dû être nommé sénateur.

Une initiation au courtage auprès de Louis Gélinas

J.L. Revenons un peu en arrière. Gélinas démarre sa maison de courtage en 1946.

CH.P. Ça, je l'ignorais.

J.L. Il s'agit de *Geoffrion, Robert*. C'est tout de suite après la guerre. Il est démobilisé. On a compris qu'il a fait la guerre dans l'aviation, mais les seules adresses retrouvées dans le *Lovell* concernent une base militaire à Lachine.

CH.P. Il était effectivement à Lachine. Il n'a jamais été de l'autre côté de l'océan.

C'est comme mon cousin, Simon Parent, qui était docteur en droit. Il a été à Londres, mais il y faisait du droit. Il n'est pas allé sur le front.

J.L. Gélinas arrive en 1946. Le capital de la firme est très faible, pour ne pas dire à peu près nul. La firme se nommera *Geoffrion, Robert & Gélinas*, mais l'annonce qui informe les gens qu'ils sont en affaires spécifie bien que c'est Louis Gélinas qui est président de la compagnie. À l'époque, quand des associés sont en bourse, ils sont conjointement et solidairement responsables. Ils sont peu d'associés à cause de cela. Ils sortent l'argent.

CH.P. À ce moment-là, je sortais avec la fille de celui qui deviendra président de la firme, André Leman. Je me souviens que ma mère me disait qu'il y avait des conflits entre Louis Gélinas qui voulait garder du capital dans la boîte et Leman qui avait un gros train de vie. Il avait acheté un magnifique domaine dans Côte-Sainte-Catherine. Il y avait des tensions quand ils se questionnaient s'il fallait garder du capital pour les mauvais jours ou non. C'était en 1965-1966.

- J.L. C'est le fils de Beaudry Leman, l'ancien président de la Banque Nationale. Ce sont des fils dont on parle.
- CH.P. André Leman a marié l'une des trois filles Dupuis (magasin Dupuis Frères).
- J.L. On a trouvé qu'une d'entre elles était agente de voyage et siégeait sur des conseils d'administration.
- CH.P. Il y avait trois filles Dupuis. L'une a épousé un certain Angers qui avait des laboratoires et qui a bien réussi. Une autre [Thérèse] a marié le consul ou vice-consul d'Espagne, Daniel de Yturralde, un garde du roi. Son frère était l'ambassadeur d'Espagne aux États-Unis. Il était dans les milieux franquistes. Je suis allé vivre dans la maison de Madame Yturralde, veuve de l'ambassadeur. On avait accès au club de golf du roi. Daniel père avait marié une femme avec de l'argent. C'était quelqu'un avec beaucoup de panache issu d'une grande famille d'Espagne, originaire du Pérou. Le fils [nommé aussi Daniel de Yturralde (1942-2016)] est devenu médecin à Moncton à l'Hôpital Dr-Georges-L.-Dumont. C'est avec lui que j'ai fait un tour d'Espagne. On avait mangé grâce à lui avec le duc de Grenade. Étant un spécialiste de la guerre civile espagnole, j'avais abordé le sujet à table, mais ça a duré quinze secondes. Ils ne voulaient pas en parler. J'ai entamé le sujet en parlant du coup d'État. C'était un de mes sujets favoris que j'abordais avec Jacques Parizeau quand je le rencontrais.
- J.L. Lorsque tu fréquentes le sénateur Gélinas, c'est au début des années 1950?
- CH.P. Non, c'est en 1962, au moment de son mariage avec ma mère. Je vis alors dans son bel appartement pendant que j'étudie à l'Université de Montréal. À un moment donné, je prends un appartement à Forest Hill avec mon ami François Gendron qui devient historien spécialiste de la Révolution française. Il est avocat aujourd'hui. On en parlait dans *Le Devoir* dernièrement. Il a défendu notamment Duceppe dans sa cause de surdépenses. Je retourne par la suite vivre dans l'appartement du sénateur et je le côtoie tout le temps.
- J.L. Lorsque tu parlais des points de discorde avec Leman, te souviens-tu d'un coup de force au sein de *Geoffrion, Robert & Gélinas*? Gélinas se fait expulser si j'ai bien compris.
- CH.P. Je ne sais pas exactement ce qui s'est passé. Je sais qu'il y avait des tensions. Gélinas était très conservateur. Il était assez fortuné. C'est lui qui avait les bons contacts. Il était sur le conseil d'administration de Seagram, Loeb, Canada Permanent, John Labatt Ltd et Mercantile Bank.

- J.L. Siégeait-il sur ces conseils d'administration parce qu'il était trésorier du parti libéral?
- CH.P. Il était aussi sur celui d'International Paper. N'oublie pas que c'était le gendre de Taschereau [premier ministre de la province de Québec]. Il avait accès au milieu fédéral. Il était le trésorier du parti libéral fédéral à ma connaissance.
- J.L. Il était le gendre de Taschereau de par sa première femme?
- CH.P. Oui. Il était le numéro huit dans le « catéchisme des électeurs ». Le premier nom après les Taschereau, c'est celui de Louis Gélinas parce qu'il a épousé une Taschereau. Les sept premiers noms, ce sont des Taschereau. L'oncle de mon ami Georges Taschereau figure dans le « catéchisme des électeurs ». J'en ai encore une copie à la maison.
- J.L. C'était le « catéchisme » de Duplessis? Le comité des comptes publics, les culottes à Vautrin et tout cela?
- CH.P. Oui, tout cela.
- J.L. Gélinas marie en premier lieu...
- CH.P. En premier, Juliette Taschereau, la fille de Louis-Alexandre.
- J.L. En 1946, il réussit très bien. Il est branché en politique, comme trésorier du parti libéral. Il se retrouve sur tous les conseils d'administration.
- CH.P. Il contrôle Réal Caouette. J'entends qu'il parle du garage de Réal Caouette. En quoi ça pouvait concerner mon beau-père, le garage de Réal Caouette? Caouette n'a jamais voté contre les gouvernements minoritaires libéraux. Je suis sûr qu'ils donnaient des commandes au garage de Caouette.
- J.L. Tout ça et sa présence sur les C.A., cela concerne son cercle et cela contribuait à alimenter la maison de courtage à la fois comme commande et à la fois comme *underwriting*, je suppose.
- CH.P. Je ne sais pas s'il était si fort que ça dans l'*underwriting*. Probablement qu'il en avait un peu. La pénétration des syndicats de Geoffrion, ça je ne sais pas, mais il avait définitivement les commandes. Il laissait entendre qu'il y avait de belles commandes qui rentraient.
- J.L. Est-ce qu'on peut reculer encore un peu? Gélinas marie une Taschereau, mais quel est son lien avec les Panneton? J'aimerais t'amener à Ernest Savard.

CH.P. Son père meurt quand il a six ans et je pense qu'il est élevé par un Panneton [Philippe-Élizé], propriétaire de la Banque Panneton à Trois-Rivières, qui sera vendue aux Molson.

J.L. On parle toujours de Gélinas?

CH.P. Oui. Louis aurait été élevé par un Panneton apparenté au Ringuet des *Trente Arpents*, je pense.¹ Il y a une photo dans l'Almanach du peuple du capitaine Gélinas, le père de Louis, vers 1900 à peu près. J'ai une photo dans une de mes collections. Louis se souvenait aussi du grand incendie de 1908 à Trois-Rivières.

J.L. O.K.

CH.P. Là, il [Louis Gélinas] va à l'école des H.E.C. Je pense qu'il est élevé à Montréal. Ce Panneton est, me semble-t-il, maire de Westmount. Il est à la retraite et vient vivre à Westmount. Louis Gélinas participe aussi au financement de l'Université de Montréal. Louis Gélinas est élevé par cette famille Panneton. Il est membre à Laval-sur-le-Lac. J'ai vu des photos de Louis à Laval-sur-le-Lac.

Louis Gélinas chez Ernest Savard

J.L. Et dès qu'il sort de H.E.C., Ernest Savard l'engage dans sa firme.

CH.P. Ça, je ne le savais pas.

J.L. Dans *Biographies canadiennes-françaises*, on le mentionne, mais il est très jeune. Toutefois, on ne sait pas de quelle manière ils sont liés tous les deux, Ernest Savard et lui.

CH.P. Jeanne Panneton était la demi-sœur de Louis Gélinas, à ma connaissance.

J.L. Et Ernest Savard?

CH.P. Il a marié Jeanne Panneton.

J.L. O.K., et comme Savard a démarré [dans le milieu du courtage] plus tôt...

CH.P. En quelle année commence Ernie [Savard]?

J.L. Dans les années vingt. Il travaille à la Banque de Montréal. Dans ce qu'il a écrit à son sujet dans *Biographies canadiennes-françaises*, il mentionne qu'il a travaillé sept à huit

¹ Ringuet, de son vrai nom Philippe Panneton, est l'auteur de ce classique de la littérature du terroir.

ans pour la Banque de Montréal, dont un an et demi à deux ans à Londres. En raison de l'âge qu'il avait à ce moment-là c'était, à mon avis, une façon de contourner le service militaire.

CH.P. Tu me signales que Louis Gélinas a travaillé pour la Banque de Montréal à Londres?

J.L. Non, il s'agit d'Ernie Savard. Savard est un gars de Québec dont le père devait travailler pour la Banque de Montréal. Ernie est engagé par cette banque. Il est envoyé à Londres au moment de la guerre. Selon moi, c'est une façon de passer par la porte arrière pour le service militaire. Suite à cela, il revient. La Banque de Montréal veut alors l'envoyer à Montréal, mais il ne veut rien savoir. Il se fait engager par René T. Leclerc à Québec. Puis, il essaie de se faire transférer par Leclerc à Montréal. À ce moment-là, en 1922-23-24, c'est la période où Aristide Cousineau est présent.

René T. Leclerc débute en 1901. Cela fait donc une vingtaine d'années qu'il est dans le milieu. Ce qu'on peut déduire, c'est que, comme son père, il a de l'argent lui aussi. René T. Leclerc n'est pas mal pris, mais il cherche une façon de sortir de sa boîte. Cela commence avec un certain Georges Soucy et après cela, il tombe sur Aristide Cousineau qui est comptable chez Roland et qui s'en vient comme comptable chez Leclerc. Entretemps, Ernie Savard se fait les dents quelque part, mais comme il travaille pour Leclerc à Québec, il veut entrer à Montréal. Il se dit, à un moment donné, gérant des ventes pour Leclerc.

CH.P. C'est le genre de personne que j'aurais engagé comme gérant des ventes avec la personnalité qu'il avait. Il était très engageant et enthousiaste.

J.L. Il faut dire qu'il n'est pas vieux. Est-ce qu'il tire les promotions par les cheveux? Comme cela ne fonctionne pas chez Leclerc, Savard démarre sa propre boîte.

CH.P. En quelle année, était-ce?

C.L. Autour de 1926.

J.L. Je peux te retrouver la date exacte.

CH.P. Tu es en train de me dire qu'il y a quelqu'un du milieu qui est allé à Londres durant la Première Guerre.

J.L. Oui, Ernie Savard.

CH.P. C'était durant la Première Guerre? Cela me semble être une bonne hypothèse, car faire son service militaire alors que tous les soldats se faisaient tirer dessus, c'était à éviter.

- J.L. Il était à l'âge de faire son service militaire et la Banque de Montréal l'avait envoyé là-bas. Il est vrai toutefois que son père travaillait à la Banque de Montréal. Et comme tu dis, c'était un bon vendeur et il était entreprenant.
- CH.P. Pour ceux qui l'ont bien connu, c'était comme une idole.
- J.L. On parle toujours de Savard?
- CH.P. Oui. Mais c'était un entrepreneur qui était impliqué dans plusieurs choses.
- J.L. Il a démarré les Royaux de Montréal au Stade Delorimier. Il a acheté les Canadiens de Montréal.
- CH.P. Avec son beau-frère Gélinas, pendant un an.
- J.L. Ernie Savard s'est non seulement nommé propriétaire des Canadiens après l'avoir acheté, mais également gérant général du club.
- CH.P. C'était un homme sans borne. Lorsqu'il se levait le matin en Floride, à Miami, il y avait toujours une table garnie de champagne et de jus d'orange, selon Jacques Longtin. Il avait un panache inégalé.
- J.L. Lorsqu'il s'est nommé gérant du club, les Canadiens ont terminé derniers dans la ligue. Il s'est fait mettre dehors comme gérant, mais il a gardé une partie de la propriété du club.
- CH.P. Je l'ignorais.
- J.L. Lorsque Gélinas termine ses études aux H.E.C., il est immédiatement engagé par Savard. À ce moment-là, la firme se nomme *Ernest Savard*. Ensuite elle se nomme...
- CH.P. *Savard & Hart*?
- J.L. Non, ça, c'est seulement en 1941. Avant cela, elle s'appelle *Savard & Gélinas*. Il existe deux branches : la branche « agents de change » et celle intitulée « *investment dealer* » ou « *investment banker* ». La branche « agents de change » change de nom régulièrement selon l'association de Savard avec la personne qui lui convient à ce moment-là. Notamment, au départ, avec Turpin, un vieux courtier sur la bourse. Je pense que la charge lui venait de son père. Savard s'associe avec lui, mais dans la firme « agents de change » seulement, tandis qu'il s'associe avec Gélinas dans la firme « *investment banker* ». Cela s'appelle en bourse, *Savard & Turpin* comme agent de change, et *Savard, Gélinas* pour l'autre branche.

- CH.P. J'ignorais cela aussi. Il aurait fallu que je le questionne un peu plus à ce sujet.
- J.L. À un moment donné, Turpin est remplacé par un dénommé Plow. Après le départ de Plow, la firme s'appellera *Savard & Hart* pour ce qui est de la maison de bourse seulement. Hart est un agent de change pour Savard en bourse. Hart meurt dans un accident d'avion pendant la guerre. Ce que nous ne savons pas avec certitude – j'aimerais savoir si tu le sais ou pas –, mais d'après l'impression que cela laisse, c'est que Savard licencie Gélinas. Savard utilise le nom de *Savard & Hart* pour la bourse, mais le transfère aussi pour *investment banker*.
- CH.P. Jusqu'en 1960.
- J.L. Comment ça s'est passé?
- CH.P. Ça, je ne sais pas, mais j'aimerais savoir si c'était un Hart de la famille juive de Trois-Rivières.
- C.L. J'ai vérifié, mais je n'ai rien trouvé qui me permettait vraiment de pouvoir les lier ou pas.
- CH.P. On pourrait se référer au livre de Vaugeois. La deuxième génération, celle de Moïse ou Ezéchiel Hart, a fréquenté toutes les femmes de Berthierville à Trois-Rivières. Cet Hart contrôlait le quart du numéraire dans le district de Trois-Rivières. Il avait en plus deux seigneuries sur la Rive-Sud.
- J.L. C'est ton côté d'historien qui ressort. Nous étions en 1939. Ernie Savard est dans les affaires depuis 1924-25 ou 1926. Je ne me souviens pas en quelle année exactement – je pourrai te le préciser ultérieurement - il a engagé Louis Gélinas directement à sa sortie de l'école. La maison a changé plusieurs fois de nom : *Savard, Gélinas; Savard, Turpin; Savard, Plow*. En 1941, c'est *Savard & Hart*. Gélinas est appelé au service militaire et part à Lachine. Quand il revient, il ne retourne pas chez Savard même s'il a été vice-président de la compagnie et que celle-ci porte son nom.
- CH.P. Il est possible qu'il ait trouvé Ernie trop entreprenant parce que mon beau-père [Louis Gélinas] était assez conservateur. Je ne sais pas pourquoi il n'est pas retourné avec Savard.
- J.L. Mais il a été formé par lui. Ce qu'il connaît du courtage, il l'a appris de Savard.
- CH.P. Oui, il a été formé par lui. Je ne sais pas pourquoi il n'est pas retourné auprès d'Ernie mais ce que je peux dire c'est qu'il s'en est occupé à la fin de sa vie et qu'il a payé ses comptes. Ernie était ruiné.

J.L. Il s'agit là d'un autre chapitre. Ce qu'on peut lire sur Internet c'est qu'Ernie Savard s'est fait avoir par un filou de grande envergure qui avait été interdit de transiger dans l'état de New York, à la Bourse de New York.

CH.P. Ernie était le genre de personne qui faisait confiance à tout le monde.

J.L. Je pourrais te retrouver son nom. Ce serait vraisemblablement ce gars-là qui l'aurait ruiné. Quand Gélinas est revenu de la guerre et a rejoint *Geoffrion, Robert* pour fonder *Geoffrion, Robert & Gélinas* en 1946, Savard était tout seul. *Savard & Hart* était effectivement une façade de nom. Hart était un héros militaire. Il a fouillé dans les transferts de siège. Les personnes qui revenaient de la guerre pouvaient racheter leurs sièges au prix où ils les avaient vendus à leur départ.

C.L. Il y avait une sorte de tarif préférentiel.

J.L. Est-ce que Savard a jugé bon en étant seul, n'étant plus en société et ayant été en société avec plusieurs gars et comme par hasard à chaque fois avec des anglophones (avec Turpin, Plow, Hart),...[de garder ce nom-là]?

CH.P. On reconnaît la société montréalaise de l'époque. Moi, je l'ai connu en arrivant à Montréal en 1960 et c'était un milieu très anglophone. Dans les années 1925, cela devait être encore davantage anglophone et la bourse était contrôlée par les anglophones.

J.L. Il devait avoir intérêt à avoir un nom anglais même s'il était tout seul à ce moment-là.

En résumé, c'est ce qu'on sait de Gélinas. Lorsqu'il est sorti de l'école, il a été engagé par Ernie Savard et il a travaillé avec lui jusqu'en 1939-40 avant qu'il ne rejoigne l'aviation durant la guerre. Sais-tu qu'ils habitaient dans le même immeuble?

CH.P. Non.

J.L. Ils avaient tous les deux un appartement dans le même immeuble. Savard est ailleurs durant un bout de temps, mais revient dans l'immeuble. Tu nous parlais du Trafalgar.

CH.P. Il [Savard] a même demeuré chez nous. Il venait tous les dimanches manger le rosbif. Le sénateur avait une cuisinière. Il en avait engagé une provenant du Congo belge à un moment donné. Il avait aussi plusieurs bonnes.

J.L. Il avait donc un gros appartement sur Côte-des-Neiges.

CH.P. Oui, c'était un appartement superbe avec des tableaux d'Utrillo, de Vlaminck et Guillaumin. Le sénateur recevait Munch, le neveu de Schweizer. Il était dans le jet-set

de Montréal. Je soupçonne que c'est lui qui a présenté Paul Desmarais à la Société montréalaise. Il était très proche de Paul Desmarais à un moment donné. J'ai des photos de ma mère dans les années soixante à La Malbaie. Ma mère était dans le milieu social par la force des choses. Elle s'occupait notamment de l'opéra. Lui étant courtier, cela faisait partie du panache.

J.L. Au départ, ta mère était dans le milieu social à Québec et c'est Gélinas qui l'a amenée à Montréal.

CH.P. Oui, oui. Ma mère avait 41 ans à l'époque et Gélinas en avait 56 peut-être.

J.L. Elle se fait regarder par Nixon en 1962 ou 1963, au Stork Club.²

CH.P. Oui, j'ai des photos ici.

Les débuts de Charles Parent dans le courtage

J.L. Toi, tu rentres dans le milieu au début des années soixante?

CH.P. Je rentre en 1968. Gélinas m'a présenté à Jack Cole de *Wood Gundy*, mais il aurait fallu que j'aille à Toronto. Et comme je ne voulais rien savoir de Toronto, il a alors appelé Jean-Louis Lévesque ou André Charron en disant : « J'ai un jeune à te présenter, voudrais-tu le recevoir? ». C'est comme ça que je suis rentré chez *Lévesque, Beaubien*.

J.L. En 1968?

CH.P. Le 3 juin 1968

J.L. Il était ami avec André Charron.

CH.P. Plus tard, quand Jean-Louis Lévesque m'a demandé d'embarquer dans *Dupuis & Frères* et de mettre 124 000 \$ pour sauver l'entreprise, j'ai assisté à la première réunion.³ J'avais été si impressionné par cette rencontre que j'en avais parlé à Michel Côté de *René T. Leclerc* qui lui en avait parlé à Laurier Cloutier. L'information avait paru le lendemain à la première page financière de *La Presse*. Ils voulaient tous me tuer au bureau. Comme j'étais un jeune nouveau qui avait dévoilé tous les détails du sauvetage de *Dupuis*, Jean-Louis Lévesque voulait me tuer. C'est Gustave Boudreault et Gibeau qui m'ont sauvé.

² Prestigieux night-club de New York . [Voir l'article tiré de Wikipédia.](#)

³ Voir l'expo virtuelle des H.E.C. sur [Dupuis & Frères](#)

J.L. Ce sont des gars que je connais.

CH.P. J'ai vu [Marc] Carrière pleurer quand il a dû donner les clés de son magasin. J'avais un commerce en face, avec des Allemands qui faisaient de l'argent comme de l'eau. Lui perdait de l'argent avec son *Dupuis & Frères*. J'étais alors courtier, mais le samedi soir et la nuit j'étais dans le commerce des Allemands. Je voyais tous les jours ce qui se passait chez *Dupuis & Frères*, c'était en face. On l'a acheté 6 000 \$ et on l'a vendu 160 000 \$. C'était un bon placement. J'en avais d'ailleurs parlé à Louis Gélinas pour lui demander si je devais acheter des actions dans *Dupuis*, mais il m'avait répondu de ne pas toucher à cela. J'étais fier, j'avais été invité avec Charron au premier gros meeting de ma vie, en présence des amis de Jean-Louis : Bourgie, François Pilon et tous ceux qui l'avaient rendu riche avec *Trans-Canada*. J'avais peut-être 33-34 ans.

J.L. Qu'as-tu fait après l'obtention de ton diplôme d'histoire?

CH.P. Ma femme était enceinte. Je pensais pouvoir vivre en étant rentier, mais j'ai réalisé qu'il fallait que je travaille notamment pour payer la maison.

J.L. Était-ce en 1965-66?

CH.P. C'était en 1968.

J.L. Tu venais d'avoir ton diplôme en histoire?

CH.P. Oui, j'avais fait un an à l'Université McGill. Il fallait que je fasse ma thèse sur le financement du chemin de fer Québec-Montréal par le gouvernement provincial. J'ai finalement laissé tomber ma thèse et je suis rentré chez *Lévesque*.

J.L. Et durant ton séjour à Paris?

CH.P. Je travaillais sur la Commune et le journal satirique *La Lanterne* d'Henri Rochefort, le maître à penser d'Arthur Buies. Plus tard, je me suis aussi intéressé à la Révolution française à cause de l'historien Michel Grenon.

J.L. Tu as toujours été du mauvais bord si je comprends bien. Du bord des méchants révolutionnaires qui grugeaient trop.

CH.P. Dans le fond, je me demandais probablement inconsciemment comment expliquer que mon père possédait les œuvres de Gambetta que lui avait transmises son père. Ce courant anticlérical m'interpellait. Ma mère était assez religieuse. Nous allions à la messe à la Citadelle, car mon père était officier honoraire du Royal 22^e et ce, même s'il avait été contre l'effort de guerre. Il faisait partie du Groupe des onze, les députés qui voyaient venir la guerre et qui pensaient que si le pays partait en guerre, il ne

fallait pas voter pour des subsides pour financer la prochaine guerre. C'était onze gars surtout de la région de Québec qui formaient ce Groupe des onze. Mon père s'est présenté en 1945 à titre de libéral indépendant. Il représentait Saint-Sauveur, l'endroit où avait eu lieu en 1918 à Québec l'émeute en raison de la conscription. Il ne pouvait pas dire que les gars de Saint-Sauveur allaient se faire tuer en Europe.

J.L. C'est à Saint-Sauveur où on retrouve la rue Simon-Napoléon-Parent?

CH.P. La maison de mon grand-père Simon-Napoléon est d'ailleurs toujours là, sur la rue Saint-Vallier. Il avait une grosse maison ayant eu treize enfants. C'était un comté où il y avait eu l'émeute. J'ai vu l'endroit où elle avait eu lieu. Il y avait eu trois à cinq morts et les trous de balle étaient toujours là.

J.L. C'était en 1918?

CH.P. Oui. C'est mon oncle Georges [Parent] qui était député libéral du comté (1904-1911) au moment de l'émeute. Il perd son comté de Montmorency en 1911, mais se fait réélire dans le comté de Québec-Ouest en 1917.

J.L. Toi, tu aurais eu tendance à ne pas prendre le bord de Franco?!

CH.P. On vote toujours selon ce que l'on a en poche. J'ai été tenté dernièrement de voter Harper, mais je ne l'ai pas fait. Il m'aurait taxé davantage et je sais combien j'aurais perdu en fonction de cela. C'est beau la justice sociale jusqu'au moment où cela nuit à ton portefeuille. Tu as beau dire des Républicains que ce sont des sans-cœur, mais quand cela te touche personnellement, tu te dis que tu comprends mieux les Républicains. Le nationalisme, le radicalisme et l'anticléricalisme m'interpellent. Je rencontre à 18 ans l'abbé [Louis] O'Neil de l'Académie de Québec. C'est mon confesseur. Il a beaucoup d'influence sur moi. Il m'incite à embarquer dans les chantiers étudiants pour aller à Saint-Sauveur, justement, y peindre des maisons. Quand je reviens à la maison, je parle à Martineau, car mon père est un de ses amis. Mon père est directeur des As de Québec et des Braves de Québec, contrôlé par lui et Martineau. Quand je vais voir les Braves de Québec, je suis assis à côté de Martineau.⁴

J.L. Est-ce Gerry?

CH.P. Oui, c'est Gerry. C'est un ami de mon père (qui est libéral) même si Martineau soutient l'Union nationale. Quand mon père meurt, Martineau le pleure et vient me voir en m'annonçant qu'il ferait n'importe quoi pour moi. Pourtant, je n'étais pas

⁴ Gérald Martineau (1902-1968) est propriétaire de plusieurs équipes sportives. Proche de Maurice Duplessis, il est trésorier de l'Union nationale de 1944 à 1960.

toujours aimable quand il appelait à la maison, car l'abbé O'Neil m'avait dit que ce n'était pas un bon gars.

J.L. C'était Gerry des *typewriters*?

CH.P. Oui. C'était Gerry des *typewriters*. Il contrôlait Québec. Il contrôlait les As et donc aimait Béliveau. Et Béliveau contrôlait l'« amour » de Québec.

J.L. Tu t'es toujours retrouvé juste sur le bord des vieilles clôtures, si je comprends bien.

CH.P. Par la nature des choses.

J.L. Lorsque tu décides d'être historien, ta femme est enceinte et tu dois gagner de l'argent.

CH.P. Jusque-là, j'étais un dilettante. Je voyageais en Europe, notamment en Espagne. J'avais désormais besoin de gagner de l'argent.

J.L. À ce moment-là, Louis Gélinas appelle [André] Charron.

CH.P. Gélinas appelle probablement Charron. Je rencontre Jean-Louis Lévesque qui me dit qu'il a bien connu mon cousin Simon Parent avec lequel il a étudié à Saint-Dunstan [Charlottetown, I.P.E.]. Jean-Louis a étudié au collège catholique de Saint-Dunstan qui dépendait de l'Université Laval. Ce que j'ai appris plus tard, c'est que mon oncle Georges avait également étudié à Saint-Dunstan, en 1900, parce que Simon-Napoléon voulait lui faire apprendre l'anglais, l'avait envoyé à l'Île-du-Prince-Édouard.

J.L. Donc Jean-Louis Lévesque était compagnon de classe de ton cousin.

CH.P. Oui. Simon Parent, devenu plus tard docteur en droit.

J.L. Tu te retrouves donc chez *Lévesque, Beaubien*.

CH.P. Oui. Je suis tout jeune. Je suis le cours de valeurs mobilières. Le premier mois, on me demande de prendre le téléphone pour chercher des clients. Le gérant des ventes, monsieur Robert, a remarqué que depuis trois mois j'ai transigé 91 fois dans mon compte, mais que j'ai fait à peine 90 \$ de profit.

J.L. Ça ne devait pas donner une grosse commission.

CH.P. C'est le problème des jeunes représentants de pouvoir aller chercher des actifs. Après trois ans, en 1971, on me nomme assistant du vice-président des ventes.

J.L. Qui était le vice-président?

- CH.P. C'était Gustave Boudreault.
- J.L. Boudreault, qui selon André Godbout, aurait eu assez d'aventures de toutes sortes dans sa vie pour avoir eu trois vies humaines.
- CH.P. Il en a eu au moins trois. C'était quelqu'un qui paraissait très bien. Un prince qui a une neuvième année forte. À mon avis, les gars qui ont le mieux réussi au Québec sont ceux qui ont une neuvième année forte. C'était le meilleur vendeur. Gustave a d'abord été engagé pour couvrir le compte de Ben Benoît à Saint-Hyacinthe. Après cela, Beaubien l'a nommé gérant à Shawinigan. Là, c'était le meilleur vendeur de fonds mutuels d'AGF pour Beaubien.
- J.L. C'était AGF, la compagnie de fonds mutuels.
- CH.P. En 1966, le marché atteint son sommet. Il descend et revient haut en 1970. Ensuite, on connaît une baisse jusqu'en 1974 qui perdure jusqu'en 1982, au moment où Pierre [Brunet] achète *Rademaker*, le jour de ma fête, lors d'un rallye, le 12 août 1982.
- J.L. *Rademaker*, est-ce à Toronto ou c'est ici?
- CH.P. C'est à Vancouver.
- J.L. Tu es entré chez Lévesque en 1968. Jean-Louis Lévesque avait pris possession de la maison en 1962 ou au début de 1963. Tu as connu cinq ans du règne de Jean-Louis sur la maison. Ensuite, Jean-Louis se pense malade.
- CH.P. Il fait venir Pierre Brunet et c'est Pierre qui gère la boîte avec André Charron.
- J.L. Est-ce Jean-Louis Lévesque, qui a fait venir Pierre Brunet ou c'est André Charron?
- CH.P. Ça, je ne sais pas. J'ai toujours pensé que c'était Jean-Louis parce qu'il [Pierre Brunet] avait épousé une Simard. La femme de Pierre Brunet était la nièce de Jean-Louis Lévesque. Je pense que c'est Jean-Louis qui est allé chercher Pierre qui était comptable et qui gérait chez *Crang, Ostiguy*.
- J.L. Était-ce des Simard de Sorel ou une autre branche?
- CH.P. Non, des Simard de Baie-Saint-Paul. Adolphe Simard, le père de Louise Simard, la femme de Pierre, couvrait les communautés religieuses de Baie-Saint-Paul.
- J.L. Pour *L.G. Beaubien*, pour *Lévesque, Beaubien* ou pour *Crédit interprovincial*?
- CH.P. C'était probablement pour *Crédit interprovincial*.

J.L. À Baie-Saint-Paul?

CH.P. Oui.

C.L. Ça, c'était probablement les Petites Franciscaines de Marie de Baie-Saint-Paul qui ont l'hôpital.

CH.P. Elles avaient une mission loin d'être facile.

C.L. Effectivement.

CH.P. Adolphe Simard était un représentant très sympathique. Sa fille Louise avait épousé Pierre Brunet. Et Jean-Louis avait épousé Jeanne Simard, la sœur d'Adolphe.

J.L. Jean-Louis Lévesque avait épousé une Simard?

CH.P. Oui, de Baie-Saint-Paul. Son frère Adolphe était le père de Louise Simard Brunet.

J.L. Adolphe était, d'après toi, représentant pour *Crédit interprovincial* et couvrait les institutions religieuses du coin.

CH.P. C'est ça.

J.L. OK. Donc, tu entres en 1968. Jean-Louis Lévesque est dans la compagnie depuis le début en 1963. Il se pense malade et passe la main à Charron.

CH.P. Il vend la maison pour 4 à 5 millions, d'après ce que j'ai entendu.

J.L. Ce que nous a dit André Charron, c'est qu'il s'agissait d'un prix très raisonnable et qu'il avait juste eu à aller à la Banque Nationale et le lendemain, c'était fait.

CH.P. Ce que je peux te dire, c'est que les années 1973-1974 étaient des années difficiles. On a toujours dit que les profits avaient été l'émission Zodiac qui vendait du bois de plancher avec Hubert Godin, le fils de Sévère Godin, secrétaire de Sir Herbert Holt [entrepreneur et banquier canadien] que j'ai rencontré.⁵

J.L. Tu as rencontré Godin ou Herbert Holt?

CH.P. J'ai rencontré les deux Godin: Hubert, le fils et Sévère, le père. Je n'ai jamais rencontré Sir Holt, décédé en 1941.

J.L. Je vais t'apprendre un petit détail. Le père d'Hubert Godin s'appelait Sévère junior car son père s'appelait aussi Sévère.

⁵ [Voir l'entretien avec Pierre Goyette.](#)

CH.P. Ça, je ne savais pas. Lorsque j'ai rencontré Sévère, il était très vieux et pas très grand. Il avait été le secrétaire de l'homme le plus honni à Montréal. Il semble qu'on ait applaudi au Stade Delorimier quand il est mort. Ma mère fréquentait la fille de Sir Herbert Holt. Elle trouvait qu'elle était très gentille parce qu'elle s'occupait de la sauvegarde du Canada.

J.L. Charles, comme je te le disais, tu as été juste sur le bord de la ligne.

CH.P. Ma mère me disait ça aussi. Quand j'ai rencontré Sévère Godin, il m'a dit une fois : « Les actions privilégiées ne sont pas bonnes : quand ça va bien, tu n'as rien et quand ça va mal, tu n'as rien non plus ». C'était sa leçon. Lui était actionnaire. J'ai entendu parler de Sévère Godin très tôt dans ma vie parce que mon père était actionnaire de Claude Néon. La compagnie ne payait pas de dividende. Ce qui fâchait mon père, car ils faisaient beaucoup d'argent. Lorsque mon père est mort, on a réglé la succession. Il a fallu qu'on vende les parts de mon père à *General Outdoor* qui venait d'acheter Claude Néon. Ils nous ont payé quelque chose puis ils ont déclaré un dividende. Mon père avait de l'admiration pour Sévère Godin, mais n'aimait pas la façon dont il faisait des affaires parce qu'il ne payait pas de dividende.

J.L. Sévère Godin n'avait pas besoin de dividende. C'est ça qui faisait la différence.

CH.P. C'est ça. Tu as tout compris.

C.L. Lorsqu'on parle de Sévère Godin et de Holt, je pense toujours à la tentative d'assassinat de Luther.

J.L. En as-tu entendu parler?

CH.P. Non. Qui est Luther?

C.L. De *Craig, Luther & Irvine*, en 1931.

J.L. La maison à laquelle était associé le père [du courtier] Jacques Brault. Je ne sais si après cela, elle ne s'est pas appelée *Craig, Ballantyne*. Il faudrait aller vérifier, mais il y avait parmi les associés, un certain Craig, dont le père était marchand de bestiaux - ou quelque chose comme ça - qui s'associa à un nommé Luther, puis à Irvine.

CH.P. Et Irvine aurait fait une tentative d'assassinat?

C.L. Non. Luther aurait, semble-t-il, commis une tentative d'assassinat sur Sir Herbert Holt.

J.L. C'est Michel qui a trouvé cette information-là.

M.T. Il l'a blessé.

CH.P. Est-ce qu'il a été condamné?

M.T. Holt a voulu taire l'affaire complètement.

C.L. Il semble qu'il y ait juste un magazine qui relate les événements - l'équivalent d'un *Allo, Police* - un journal à potins de Toronto. Ce serait le seul document.

J.L. Ce que Michel a trouvé, c'est qu'Herbert Holt, qui était alors président de la Banque Royale [de 1908 à 1934], n'est pas mort.

M.T. Il a été blessé, mais n'aurait pas voulu ébruiter l'affaire.

CH.P. Il n'était pas seulement président de la Banque Royale, il était aussi président de la Montreal Light, Heat and Power [de 1901 à 1932], non?

J.L. Exact.

CH.P. La Banque Royale aurait alors tiré la *plug* à *Craig, Luther*?

J.L. Oui, ils ont tiré la *plug* à *Craig, Luther*.

CH.P. Ils étaient prêts à assassiner Holt?

J.L. Luther aurait essayé de l'assassiner. Luther s'est ensuite suicidé. On est certain de l'information, car Claude a trouvé une information dans le *Transfer Book* de la Bourse...

C.L. La date de décès de Luther.

J.L. Et le transfert du siège et des actions.

CH.P. Qui a été transféré à...? Brault père a eu sa maison de courtage?

J.L. *Craig, Luther & Irvine* a fait faillite. Brault était, d'après son fils Jacques, associé à quelque chose comme 5 % dans *Craig, Luther*. Ils ont déclaré faillite. Puis, le père de Jacques Brault se fera laver.

CH.P. Je pensais que le père de Jacques Brault était assez bien passé à travers la crise.

J.L. Non, il s'est fait laver, mais comme tout le monde.

CH.P. Mis à part les Beaubien.

- J.L. Ça, c'est un autre chapitre. *Craig, Luther* fait faillite, au même titre que tout le monde. Est-ce que le père de Jacques Brault avait des sous quelque part? Fort probablement.
- CH.P. Il a remarié la petite-fille des Marchand [Félix-Gabriel Marchand, premier ministre du Québec de 1897 à 1900].
- J.L. Tu parlais des Marchand tout à l'heure et je n'ai pas voulu t'interrompre. Jacques était dans la même clique.
- CH.P. Il était l'arrière-petit-fils de Gabriel.
- J.L. Ta gang de méchants anticléricaux de Québec.
- CH.P. Il serait intéressant de savoir qui était le plus radical.
- J.L. Comme tous les courtiers, le père de Jacques avait dû sortir de l'argent de quelque part. Il a redémarré une maison deux ou trois ans après la crise. Jacques nous a dit que son père avait fait une grosse dépression avant cela, pendant deux ans. La compagnie s'est nommée *Brault, Chaput*. Le Chaput en question sortait de l'armée. Il était un descendant d'une très grosse maison de grossistes du nom de L. Chaput qui était très connue et très à l'aise. Chaput était l'opérateur sur le plancher, le *floor partner*. Je ne sais pas comment ils les nommaient dans le temps. Est-ce que, comme toi, il gérait ses comptes et faisait 90\$ de *gross* par année?
- CH.P. C'était 90 \$ de profit. Monsieur Robert ,le gérant des ventes en 1969, c'était tout un personnage. Il était célibataire. Il avait été à la Banque Nationale et avait un côté très français. J'ai hérité de son bureau lorsque j'ai été nommé.
- J.L. Tu avais dû te faire une clientèle après cela?
- CH.P. Non, non, pas une clientèle. J'étais l'assistant du vice-président des ventes. Ils m'ont donné un bureau jusqu'au moment où on a acheté *Oswald, Drinkwater*. Monsieur Goodman, le gérant d'*Oswald, Drinkwater* avait 24 représentants et avait besoin d'un bureau.

Lévesque, Beaubien achète Oswald & Drinkwater

- J.L. Peux-tu nous parler d'*Oswald, Drinkwater*?
- CH.P. C'est la première acquisition que Pierre [Brunet] réalise à Montréal.
- J.L. Avant Vancouver?

CH.P. Oui. Cette acquisition est importante, car elle change la dynamique. C'est la première fois qu'on rencontre des Anglais et des Juifs. Il y a beaucoup de Juifs dans la compagnie ainsi qu'un Écossais, Ernie MacTier.

J.L. Est-ce *Oswald, Drinkwater* ou *Oswald & Drinkwater*?

CH.P. C'est *Oswald, Drinkwater*. Le président est Ernie MacTier. Il a le bonheur d'être marié à Denise, une Canadienne française. Est-ce que ça les amadouait un peu les Écossais, je ne sais pas.

J.L. Il y a un courtier qui s'est nommé Oswald?

CH.P. Cela s'appelait *Oswald, Drinkwater*.

J.L. J'ai longtemps pensé que c'était d'abord Oswald, puis que Drinkwater s'était associé à Oswald.

CH.P. Probablement. Il y avait peut-être une virgule entre *Oswald* et *Drinkwater*. Donc, Ernie MacTier en est le président. Il y a le groupe de ces représentants-là et il y a aussi la famille Graham. Le gros actionnaire, c'est Ronny Graham qui contrôle Graymont.

J.L. Qu'est-ce que c'est Graymont?

CH.P. C'est une compagnie qui a toutes les opérations de chaux et de graviers. Elle est toujours à Boucherville. Il faudrait vérifier si la famille n'est pas dans Lantic Sugar.

Tony Graham a remplacé son père sur le conseil d'administration de la Banque nationale du Canada. C'était une famille très très riche. Ils sont allés à Toronto. Il y en a un dans la famille qui est resté à Montréal, un autre qui a été nommé député fédéral à Toronto.

J.L. C'était des associés dans *Oswald, Drinkwater*? Comment s'appelait ton président?

CH.P. Oui, des associés. Son président était Ernie MacTier. Je me souviens d'un monsieur Goodman. Dans les bons représentants, il y avait Many Dalfen.

J.L. Je le connais bien.

CH.P. Il y avait aussi Howard Kaplow et Moe Resin. Quand le P.Q. est arrivé avec une loi sur la langue, il venait me voir dans le bureau. Il n'était pas content : « Rights are rights », disait-il.

J.L. Tu as côtoyé Many Dalfen dans la succursale de Jacques Brault?

CH.P. Oui, il est passé d'une succursale à l'autre. J'étais bien ami avec Many. Il m'invitait à ses services religieux.

J.L. Tu commences assistant de Robert, le gérant des ventes de Levesque. Beaubien

CH.P. Non, je suis juste conseiller.

J.L. Le Robert en question, ce n'est pas Robert Gélinas?

CH.P. Non. C'est une autre Robert

J.L. Tu commences donc conseiller. Comment te construis-tu une clientèle?

CH.P. Ils me donnent un salaire de 7 500 \$, après cela de 8 500 \$ et ensuite de 9 500 \$.

J.L. De 8 500 \$ en 1968?

CH.P. De 7 500 \$ en 1968-1969. Ensuite, ils me demandent de devenir l'assistant de Gustave Boudreault et ils m'augmentent de 9 500 \$ à 11 500 \$. Ils me nomment à ce poste au meeting du Mont-Tremblant.

J.L. C'était un bon salaire. Lorsque je suis rentré à Hydro-Québec, en 1968, je recevais 14 000 \$ par année.

CH.P. Toi, tu avais du talent! Ils m'augmentaient de 2 000 \$ par année. Je faisais les meetings avec Gustave. On avait reçu Laurent Beaudoin. On avait vendu son stock en 1969 : un million de parts à 16 \$ pour 16 millions de profit et 160 millions de ventes. Le stock ouvre à 22 \$. Il avait été payé 16 \$. Par la suite, en 1976, le stock est passé à 1.75 \$.

J.L. Quand tu étais l'assistant de Robert, tu faisais quoi exactement?

CH.P. Je n'étais pas l'assistant de Robert. J'étais l'assistant de Gustave. Je faisais les meetings de vente avec les analystes. J'essayais de comprendre ce qu'était un analyste.

J.L. Tu avais un emploi strictement administratif?

CH.P. Je faisais un peu des deux.

J.L. C'est-à-dire?

CH.P. Je couvrais certains clients.

J.L. Des clients individuels? Pas de clients institutionnels?

- CH.P. Non, pas d'institutions.
- J.L. Et puis tranquillement, tu as fait les deux. En quelle année, tu décides que tu es capable?
- CH.P. Je pars en 1979. Les circonstances devaient être favorables. Je devais être opportuniste. Là, c'est la manne de Monsieur Parizeau. J'ai toujours dit que c'était monsieur Parizeau qui m'avait mis au monde. Le capital de la boîte part de 5 millions et se rend à 25 millions en 1985-86 quand la firme devient ouverte.
- J.L. Le R.É.A. [Régime d'épargne-actions]?
- CH.P. Oui. Tout ce temps-là, André Charron a toujours la vie dure. On a une ou deux secrétaires pour trente-cinq représentants.
- J.L. Entre quelle et quelle année?
- CH.P. De 1974 à 1979, les temps sont durs.
- J.L. En 1974, c'est la crise du pétrole. Le marché prend une grosse débarque : le marché obligataire et le marché des actions.
- CH.P. Oui. L'inflation. Le marché obligataire prend une débarque. Les taux sur le terme montent.
- J.L. Tu es toujours l'assistant de Gustave Boudreault?
- CH.P. Oui. Gustave engage quelqu'un d'autre : Gaétan Beaudoin ou Joubert. On me nomme alors conseiller spécial de Boudreault à 9 000 \$ par année. Gustave a de la difficulté à s'adapter à ses assistants et vient s'en plaindre à moi. Il me payait 9 000 \$ jusqu'au moment où Luc Paiement devient gérant de la succursale. Ce dernier m'annonce alors qu'on allait couper mon 9 000 \$. Il m'a dit : « Tu fais juste 350 000 \$ de *gross*, je veux que tu doubles ça. »
- J.L. La première fois, ce n'était pas 90 000 \$ que tu faisais, mais bien 90 \$.
- CH.P. Oui, mais là j'étais rendu à 350 000 \$ de *gross*. En 1985, Luc me demandait de doubler ça. Les circonstances ont fait que l'année suivante, j'ai fait 650 000 \$ ou 750 000 \$ et l'année d'après un million de *gross*.
- J.L. Tu étais parmi le club du président.
- CH.P. J'étais le meilleur vendeur de R.É.A.

- J.L. Je veux te ramener à *Oswald, Drinkwater*. Ça s'est acheté en quelle année et pourquoi? Parce que le marché a *crashé*?
- CH.P. En 1974, à ma connaissance. Je ne sais pourquoi Pierre [Brunet] l'a acheté. C'était quelqu'un d'entrepreneur. Les gens d'*Oswald & Drinkwater* souhaitaient peut-être vendre et Pierre leur a dit : « Venez avec nous. » Je ne sais pas combien il a payé.
- J.L. Ce que l'on sait c'est que les firmes se transigeaient à ce moment-là à la valeur au livre ou à peu près. Peut-être 10 % d'achalandage. On n'a rien trouvé d'autre. Marc-André Élie en parlait dans ces termes : les gars s'arrangeaient pour sortir le *cash* et un peu de *goodwill* [bon vouloir] et c'était à peu près tout.
- CH.P. Probablement. Je me souviens que les gars voulaient quitter la ligne en 1973-74.
- J.L. Je suis d'accord.
- CH.P. Ensuite, *Lévesque Beaubien* achète *T.A. Richardson* qui a des succursales à Val-d'Or et à Rouyn.

De Leclerc & Forget à Forget & Forget

- J.L. J'ai trouvé que *Forget & Forget* avait des succursales à...
- CH.P. C'était des promoteurs de mines, ça.
- J.L. Tu parles de L.J. Forget. *Forget & Forget* qui avait une succursale à... Val-d'Or.
- CH.P. Oui, ils faisaient des mines. La firme *Forget & Forget* a existé à quel moment?
- J.L. Elle a été fondée en 1928 sous le nom de *Leclerc & Forget*. Ils se sont associés à René T. Leclerc. Mais, au début de 1929, René T. décide de sortir de la compagnie. Les fils Forget, Maurice, Jean et Gilles (ou quelque chose comme ça), ont décidé de continuer sous le nom de *Forget & Forget*.
- CH.P. Est-ce qu'ils étaient parents avec Sir Rodolphe Forget [1861-1919]?
- J.L. Ce sont ses fils.
- CH.P. Donc, il s'agit du colonel Maurice Forget de chez *Forget & Forget*. Maurice, le colonel Forget, est venu travailler chez nous.
- J.L. Quand tu dis « chez nous », il s'agit de chez *Lévesque*? En quelle année?
- CH.P. Oui. Dans les années 1970. C'était mon grand *chum*. C'était le grand ami de Duplessis. C'est lui qui fut responsable du grand scandale du gaz naturel.

J.L. Son frère est allé travailler chez *Molson, Rousseau*.

CH.P. Quel frère?

J.L. Gilles.

CH.P. Ça, je ne savais pas.

J.L. J'ai un article sur *Forget & Forget* qui date de 1956.

CH.P. C'est un gros courtier à l'époque, car il est appuyé par Duplessis. Tous les ministres qui ont acheté des actions de gaz naturel sont passés par *Forget & Forget*. À la fin, Maurice [Forget] était ruiné.

J.L. Voici un document mentionnant les succursales.

CH.P. En 1956. Saint-Jacques, Saint-Pierre. Il était à Roberval, à Sherbrooke.

J.L. C'est Roberval qui nous étonnait.

CH.P. Saint-Jacques, Saint-Pierre à Sherbrooke...

J.L. Est-ce que Roberval faisait les mines comme les autres courtiers qui avaient des succursales à Val-d'Or?

CH.P. N'oublie pas que c'était un milieu agricole, Roberval. Il vendait peut-être des obligations. Il est écrit ici « agent de change ». Les valeurs de placement, c'était des obligations. Je ne sais pas. C'est possible Roberval; tout le monde travaillait à Chibougamau. C'était la période des mines à l'époque. J'avais quatorze ou quinze ans. Tout le monde spéculait sur Merrill Island [Mining Corporation Ltd]. À la maison, on parle de Merrill Island. Notre voisin, sur l'avenue du Parc, est Maurice Samson du cabinet Samson Bélair, qui est marié avec une Blais. Tout le monde spéculait sur Merrill Island à ce moment-là, y compris Maurice Samson.

J.L. Ce qui explique les nombreuses succursales, à Chibougamau.

CH.P. Ça pourrait l'expliquer.

De nouvelles acquisitions par Lévesque, Beaubien : T.A. Richardson et Rademaker

J.L. On revient à *Oswald & Drinkwater*.

M.T. Après cela, il y a eu une deuxième fusion, une deuxième acquisition.

CH.P. *T.A. Richardson*, c'était à Val-d'Or et Rouyn, dans le domaine des mines.

- M.T. Quel était le premier nom exactement?
- J.L. *T.A. Richardson*. Il y a eu deux Richardson. Il y a James Richardson et l'autre, c'est « T.A. », ce que représentent ses initiales. Il s'agissait d'une compagnie probablement de Montréal.
- CH.P. C'était probablement de Montréal, mais je ne peux pas te le confirmer. *Richardson Securities*, c'est la branche « agent de change » de la famille Richardson qui est dans les *commodities* [marchandises].
- J.L. Une famille de Winnipeg, de marchands de grain.
- CH.P. Qui a toujours des opérations à Sorel.
- J.L. Donc, *Oswald, Drinkwater*, puis *T.A. Richardson* et la compagnie de Vancouver, c'est...?
- CH.P. C'est *Rademaker*, en 1982. Il [Pierre Brunet de Lévesque, Beaubien] paye cette firme juste un dollar, je pense. Mais elle est pleine de problèmes. On est finalement resté uniquement avec un des gars de la boîte. Un certain John Welson qui faisait toujours ses *deals*. Ce que j'ai compris, c'est qu'il avait payé un dollar pour cette firme. Il a été chanceux parce qu'il est arrivé juste au moment où le marché repartait. N'oublie pas qu'en 1961 le Dow Jones est à peu près à 650 et qu'en 1982, il est à 784. Pendant vingt ans, il n'a rien fait. À part des dividendes, tu n'as presque pas de performances. Mon père avant de mourir lisait Bernard Baruch qui a pressenti le *crash* de 1929 ce que mon père n'avait pas vu venir. Mon père trouve que le marché est haut en 1960. Puis, il meurt en juin 1961. Et, effectivement, six mois plus tard, le marché atteint son sommet. C'est seulement en 1982 qu'on a retrouvé à peu près les prix de 1961. Il avait fait 1000 entre 1966 et 1970. Puis, pendant douze ans, il n'y a rien qui se passe mis à part les dividendes. Entre 1970 et 1982, ce fut négatif.

Temps difficiles avant l'instauration des R.É.A.

- J.L. Donc, les gars ont de la misère à vivre.
- CH.P. Les gars ont de la misère à vivre. Les maisons de courtage ont de la difficulté à survivre. On est incapable d'engager du monde. On passait en entrevue notamment un directeur d'école qui faisait 50 000 \$. En lui annonçant qu'on pouvait lui donner 20 000 \$, il ne voulait rien savoir. Personne ne rentrait dans la ligne même pour vendre des obligations.

M.T. Entre les grandes firmes de courtage de l'époque, comme *A.E. Ames* par exemple, comment s'établissaient la hiérarchie et la concurrence? Qu'est-ce qui se passait?

CH.P. *Ames* était sur le déclin parce qu'ils ont perdu le contrôle des émissions de la Province. Ce fut bien raconté par Jacques Parizeau et Jacques O. Nadeau.⁶

M.T. En 1977?

J.L. En février 1978.

CH.P. Ils perdent le contrôle. Or, le syndicat de la Province et Hydro-Québec, c'est important pour Jean-Louis Lévesque. C'est ça qui nous a probablement tenus en vie. Tout comme le syndicat du Nouveau-Brunswick nous a tenus en vie parce que J.-L. Lévesque était l'ami de Louis Robichaud. De là, ses dons à l'Université de Moncton. Jean-Louis Lévesque a sauvé l'Université de Moncton par ses appels à la Banque : « Vous laissez passer le chèque, sans ça vous allez entendre parler de moi », selon le témoignage de Donald J. Savoie, spécialiste en administration publique et en gouvernance à l'Université de Moncton. Il a écrit cela dans son livre *Moi, je suis de Bouctouche*. On peut y lire l'implication de J.L. Lévesque pour l'université de Moncton.

J.L. Savoie, est-ce L'Assomption?

CH.P. Non, Savoie est à l'Université de Moncton. Mais, on a aussi financé la mutuelle de L'Assomption. On a fait un financement d'obligations. *L'Assumption Place* à Moncton, c'est nous qui l'avons financé.

Notre profit de 1974, c'était Place Québec et, en 1973, c'était Zodiac, semble-t-il. Je suis un petit-cul là-dedans. Je ne suis pas sur l'exécutif. À un moment donné, au cours d'un meeting de vente, en présence d'André Charron [alors principal dirigeant chez J.L. Lévesque], je m'emporte en déclarant qu'on n'a même pas de secrétaire. André Charron pensait que je parlais aux journalistes comme au moment de l'affaire avec Laurier Cloutier. Il n'aimait pas le journaliste du journal *Finances*, Jacques Forget. Il pensait que les rumeurs venaient de moi, mais c'était d'un autre gars. Il est venu me voir en me disant : « J'en ai assez de Forget », en voulant dire que l'information sortait dans les journaux. Mais cela ne venait pas de moi et il ne me croyait pas.

J.L. Forget était président d'un journal du nom de *Finances*.

CH.P. C'était un promoteur, de ses actions surtout. Il était brillant, mais il n'avait probablement pas suivi de cours d'éthique!

⁶ Jacques O. Nadeau, décédé en 2011, est un ancien administrateur de *Valeurs mobilières Desjardins* et de la Bourse de Montréal.

M.T. *Ames* est sur le déclin à partir de 1978 parce qu'il ne fait plus partie du syndicat provincial?

CH.P. Ça, au départ, on ne le voit pas nous. On est des représentants. Je me présente comme un vendeur de *stocks* parce que j'ai une culture d'achat d'actions qui me vient de mon père.

Mon père a probablement perdu sa fortune en 1929. Mais, il l'a refaite avec les papetières en 1945 et avec les minières dans les années cinquante. Quand mon père est décédé, il avait trois stocks de mines. Il avait 200 000 \$ dans les trois mines, soit 600 000 \$. On a payé une fortune au gouvernement en frais de succession. Moi, je provenais d'une culture d'achat d'actions, mais le pain et le beurre de la boîte provenaient du municipal. Les marges étaient assez bonnes. C'était régulier et on ne rencontrait jamais de problèmes. Il n'y avait jamais de plainte de clients qui avaient acheté des obligations.

J.L. Et il n'y avait personne qui perdait de l'argent avec les obligations municipales.

CH.P. C'est ça qui a tenu les maisons québécoises de courtage. Celles qui n'ont pas résisté, ce sont celles qui étaient orientées vers les *stocks*. Quand sont arrivés les R.É.A., c'était du crémage sur le gâteau. Quand j'ai vu l'ingratitude que les Québécois ont démontrée envers monsieur Parizeau, ça me révoltait.

J.L. Pour rétablir certaines choses, René Jarry [courtier à la Financière Banque Nationale] a d'ailleurs dit avoir voté P.Q. une fois dans sa vie à cause de la mise en place des R.É.A.

CH.P. Cela a aidé *Geoffrion, Gélinas* à faire de l'argent aussi.

Avec le déclin des R.É.A. en 1988, on commençait à perdre de l'argent. Après *T.A. Richardson* et *Rademaker*, il y a eu ensuite la grosse acquisition de *First Marathon*. Et là évidemment, à ce moment, on est vendu à la Banque [Nationale] tout comme *Geoffrion* qui fusionne avec *Lévesque, Beaubien*.

Se construire une clientèle en tant que courtier

J.L. Comment as-tu construit ta clientèle?

CH.P. Tout le monde appelait pour avoir des R.É.A.. Tu pouvais acheter une part de la banque et c'était déductible d'impôt.

J.L. À 100 %.

- CH.P. J'avais cinq livres de R.É.A. avec le nom de personnes qui achetaient de ces *blue-chips* qui permettaient des déductions d'impôt.
- J.L. As-tu gardé des *tombstones*
- CH.P. J'avais gardé un prospectus ou un *tombstone*, surtout celui de 1986. En 1987, sur les 57 émissions que nous avons faites, il y en avait à peu près huit de bonnes.
- J.L. Qu'as-tu comme archives personnelles?
- CH.P. J'ai des prospectus et des *tombstones* des années 1930. Je n'ai pas gardé les prospectus parce qu'on encadrait la première page des émissions à l'époque. Quelqu'un doit bien en avoir quelque part.
- J.L. Qu'est-ce que tu as comme archives des années 1930?
- CH.P. J'ai une émission de Trois-Rivières à cinq et demi ou à six.
- J.L. Tu n'as pas d'autres archives?
- CH.P. Non.
- J.L. Tu construis ta clientèle à partir des R.É.A., sans avoir de noms?
- CH.P. J'allais voir des clients référés par des amis à Valleyfield, notamment. Je m'implique sur la Rive-Sud.
- J.L. Ce sont des contacts personnels, des connaissances, la famille. Tu vas dans les milieux professionnels. Tu t'embarques avec des médecins ou des comptables?
- CH.P. Des amis de ma mère. J'étais très fort auprès de la clientèle féminine.
- J.L. Tu ne t'es pas associé à un comptable?
- CH.P. Les comptables nous ont aidés. Ce sont des réseaux d'influence importants. On les avait comme clients et ils nous amenaient des clients.
- J.L. Les notaires aussi ou, à ce moment-là, c'était moins important?
- CH.P. Des notaires moins, mais les comptables, oui. J'avais des contacts dans des organismes. Je me suis impliqué à La vie des arts et au Musée d'art contemporain. Je me suis impliqué comme associé à la Société pour le Progrès de la Rive-Sud.
- J.L. C'était de bons bassins de clientèle aussi.

- CH.P. Je me suis impliqué dans la SODEC. J'étais un peu un immigrant à Montréal. J'étais un gars de Québec. Je pars vivre avec les Anglais et lorsque j'arrive à l'Université, je suis un peu perdu. Mes meilleurs amis sont les restaurateurs grecs. Je ne connais personne à Montréal, mais à un moment donné, je sors avec la fille d'André Leman. Elle étudiait à ce moment-là les langues à Washington et venait me voir toutes les fins de semaine. Ses parents trouvaient que ça leur coûtait cher en déplacement par avion.
- J.L. As-tu épousé une fille du courtage ensuite?
- CH.P. Non, j'ai épousé une fille du Plateau, Thérèse Corbeil, dont le grand-père était un Corbeil du Nord. Il avait construit 128 logements sur la rue de Bordeaux et il ne pouvait pas louer pendant la crise. Il offrait un abri aux gens pour qu'ils s'y réchauffent, mais ceux-ci ne le payaient pas. Son père était un voyageur de commerce. On appelait mon épouse « Thérèse la Grecque » parce qu'elle était très bonne en grec et en mathématiques.
- J.L. Elle suivait un cours classique?
- CH.P. Oui, et elle était enseignante. Nous avons eu trois enfants : Carl, Sophie et Frédéric. C'est Carl qui a poussé la *business* là où elle est. Nous étions rendus à 108 millions et on en est aujourd'hui à 800 millions. Carl est avec moi depuis 1995. C'est un C.F.A. très sérieux.
- J.L. Nous arrêtons nos recherches en 1987. En 1987, tu es actionnaire de...?
- CH.P. Il se passe alors un genre de rébellion. Les représentants comme Many Dalfen notamment interpellent les dirigeants : « Comment se fait-il que vous allez devenir une société ouverte, vous les cinq ou six gros gars, vous allez faire la passe et nous qui travaillons fort à vous amener le bacon, nous n'aurons rien? » Je n'étais pas impliqué dans cette rébellion, mais finalement j'étais parmi les sept personnes qui ont eu le plus de parts.
- J.L. C'est le groupe des sept qui a acheté les titres de Charron.
- CH.P. Je ne sais pas combien ils étaient. C'était les gars du comité exécutif.
- J.L. Bibeau,...
- CH.P. Ostiguy, Marleau, Lemire, Gustave Boudreault, Pommier surtout, qui était le génie financier.
- J.L. Pommier qui a travaillé beaucoup dans le R.É.A..

CH.P. Oui, il était en charge de l'*underwriting*. C'est devenu tellement gros, tellement vite, qu'il n'y avait plus de contrôle. De 1986 à 1987, il y avait tellement d'émissions qu'il n'avait pas le temps de bien analyser. Hubert Marleau amenait des *deals* de la communauté juive et anglo-montréalaise. Il y avait trop de *deals*. C'était l'euphorie. Et nous n'étions pas de bons mainteneurs de marché. Je me souviens que nous avons fait le titre *Jean Coutu* à 8 \$ et il était tombé à 7 \$. Il paraît que Jean Coutu n'avait pas aimé ça. C'était pourtant le meilleur de tous ceux que nous avons faits. Nous avons fait *Cascade* aussi à l'époque.

J.L. Mais c'est *McNeil, Mantha* qui avait fait la plus grosse part.

CH.P. Oui, c'est vrai, mais on avait vendu des parts pour *Cascade* avec le financement de la cartonnerie populaire de Cabano, en 1976, avec André Charron. Nous étions descendus à Cabano pour vendre dans la communauté des parts à 5.75 \$ pour financer la cartonnerie. Nous avons été dans les syndicats quand même, mais tu as raison, c'était une idée de *McNeil, Mantha*.

J.L. C'était une idée de *McNeil* mais les gars s'appuyaient sur *Lévesque, Beaubien* en raison du système de distribution. C'est ça?

CH.P. Oui. Pour la vente. Je me souviens d'une tempête de neige en 1976 pendant laquelle André Charron était parti voir les Sœurs de Saint-Rosaire à Rimouski parce qu'il fallait qu'elles fassent le geste de 25 000 \$. Moi je vendais deux parts à 5.75 \$ - ce qui faisait 11.50 \$ - à des gars sur le toit de l'usine qui enlevaient la neige. J'ai failli tomber du toit. J'étais parti avec le comptable. J'avais acheté des parts. Ils ont voulu me les racheter à 13.75 \$, mais en aucun cas je ne voulais leur céder à ce prix. Finalement, ils me les ont achetées à 213 \$.

J.L. Au lieu de 13 \$?

CH.P. Ils savaient ce qu'ils faisaient à 13 \$.

J.L. Nous parlions du R.É.A.. C'est là que tu construis ta clientèle personnelle.

CH.P. Oui, définitivement.

J.L. Avec des réseaux personnels et professionnels.

CH.P. Oui. Les gens appelaient.

J.L. Tu disais que tu étais impliqué auprès des Amis de Vie des Arts. Est-ce que c'était une bonne façon de générer de la *business* et avoir une clientèle qui était à l'aise financièrement, probablement.

- CH.P. Oui. Définitivement.
- J.L. Mais ces gens que tu côtoyais étaient déjà servis par d'autres courtiers et tu étais en concurrence avec d'autres?
- CH.P. Oui. Je me suis fait des amis qui m'ont beaucoup aidé et qui m'aident encore beaucoup.
- J.L. Étais-tu le deuxième courtier?
- CH.P. J'étais le troisième. Le premier étant Louis Paquet et le deuxième étant Jacques Brault. Je parle de 1987.
- J.L. Louis, c'était à Québec.
- CH.P. Louis Paquet était le *all star*. Jacques Brault a eu des idées de génie, dont Biochem. Moi, je faisais affaire avec un médecin de l'Hôtel-Dieu qui ne croyait pas en Biochem et qui se trompait.
- J.L. Lorsque tu construisais ta clientèle, si tu avais des clients au Musée des beaux-arts...
- CH.P. C'était au Musée d'art contemporain et à La vie des Arts.
- J.L. Ces gens-là avaient déjà un courtier. Tu étais en concurrence avec ce courtier?
- CH.P. Oui, mais cela ne veut pas dire que j'allais en dénicher. Je me faisais un réseau. Étant donné que j'ai fait beaucoup d'argent à partir de 1985 jusqu'à 1989-1990, j'ai acheté de façon démesurée les œuvres d'un peintre français qui faisait de la gravure, Jacques Villon, que j'ai données au Musée national des beaux-arts de Québec. Ça a été exposé à Québec. Avec le reçu d'impôt que j'ai obtenu, j'ai poursuivi ma collection. Je l'ai à nouveau donnée à Québec. Elle a été exposée à Montréal et ensuite à Détroit. À un moment donné, le président du Musée d'art contemporain m'a appelé pour que je devienne son vice-président. Nous avons eu du plaisir ensemble jusqu'en 2002, puis il y a eu un conflit avec M. [Marcel] Brisebois.
- J.L. Tu parles des gravures de Villon. Tu as aussi été un des principaux organisateurs du sauvetage du journal *Le Devoir*. Je pense que c'est à ce moment-là que j'ai eu une des gravures. Est-ce possible?
- CH.P. J'ai participé au souper-bénéfice. J'étais proche de Lise Bissonette.
- J.L. Ce n'est pas à cette occasion-là que tu as donné des gravures?
- CH.P. Non.

J.L. J'ai eu des gravures comme cadeaux. J'avais l'impression que c'était parce que j'avais acheté des actions du *Devoir*.

CH.P. J'en ai acheté des actions du *Devoir*. J'étais au souper-bénéfice à 1000 \$ le couvert, mis sur pied par Lise Bissonnette pour sauver *Le Devoir* et auquel assistaient M. Chrétien et M. Pomerleau.

J.L. Tu as été très actif dans cette affaire. J'ai en mémoire d'avoir acheté des actions du *Devoir*, à cette période-là.

CH.P. J'ai acheté des actions. Et j'ai des amis qui en ont acheté, des amis nationalistes.

J.L. J'avais l'impression que tu étais l'un des initiateurs.

CH.P. Non. C'est Pierre Bourgie qui a beaucoup aidé la cause à l'époque.

Lévesque, Beaubien devient société ouverte

J.L. Nous étions rendus au moment où vous achetez des actions d'André Charron.

CH.P. Nous les représentants n'étions pas sur le comité exécutif. Nous ne savions pas ce qui se passait. Mais ce que j'entendais à travers les murs, c'était que *Lévesque, Beaubien* allait se faire vendre à la Banque Royale. J'appelle alors Jacques Parizeau pour lui faire part de ces rumeurs. Nous sommes en 1988. Il me répond que cela ne se ferait pas parce que nous Lévesque Beaubien allions perdre le Syndicat de la Province, si cela se matérialisait. Bourassa remaniait son cabinet dans l'après-midi. Jacques Parizeau me propose de me rappeler à 16h. Ce qu'il fit. Je soupçonne que Bourassa avait appelé Michel Bélanger [président de la Banque Nationale du Canada de 1979 à 1989].

J.L. Avec Bélanger, les gouvernements ont toujours été très proches de la Banque [Nationale].

CH.P. Lorsque Bélanger avait une année difficile, il appelait Parizeau pour qu'il lui achète un building; ce qui lui rapportait un profit.

J.L. Sais-tu qui a signé le contrat?

CH.P. Toi, probablement.

J.L. Oui. C'est l'édifice de l'Hôtel des Gouverneurs à Québec. On l'avait acheté avec un paiement différé, mais ça a tellement bien marché qu'un an après quand le paiement était différé, ni la caisse ni la banque ne se souvenaient qu'un paiement devait rentrer. Les gars étaient tellement contents d'avoir vendu l'immeuble. Là où cela

rejoint Marc-André Élie, c'est qu'il était chez *D.S. [Dominion Securities]* et que c'est lui qui a fait le *deal* pour acheter *Lévesque*.

CH.P. Il l'achetait pour le compte de *D.S.*?

J.L. Oui. Marc-André Élie a gentiment dit en entrevue : « C'est probablement moi qui ai fixé le prix et poussé la transaction. »

CH.P. Il l'avait poussé à 7 \$, semble-t-il.

J.L. C'est lui qui a fait le *deal*. Moi, j'ai entendu qu'entre Brunet et Michel Bélanger, la banque avait officieusement un droit de premier refus. Et selon ce que tu me dis, il y a probablement eu des pressions autres et si Parizeau a appelé Bélanger, cela a pu accélérer les choses.

CH.P. Je ne pense pas que Parizeau ait parlé à Bélanger, mais je ne sais pas. D'après moi, il n'a pas parlé à Bélanger. Il faudrait voir la date du changement de cabinet. C'était vers 11h. Je me souviens de cela. Je suis certain que Parizeau a parlé à Bourassa et probablement que Bourassa a parlé à Bélanger.

J.L. On en est au moment, avant 1987, où *Lévesque, Beaubien* devient publique [société ouverte]. Il y a des gens de l'intérieur qui font un profit intéressant.

CH.P. Très intéressant.

J.L. À ce moment-là, le stock est vendu 10 \$ ou 12 \$. Je ne me souviens plus.

CH.P. Après l'émission, ils touchent 9.5 \$, 10 \$ ou 10.5 \$. Les gars de l'Ouest vendent. Après cela, on commence à perdre de l'argent. Le stock tombe à 3.60 \$ et après cela les tractations ont commencé. On a été payé 6.60 \$. Il me semble que c'était 3.30 \$ plus 30 actions de la Banque Nationale.

J.L. Ça, c'est en juin 1988.

CH.P. Oui, il faudrait voir les termes. Toutefois, le *deal* n'était pas intéressant à première vue. Les gars ont payé 8.75 \$. C'est juste mieux que 3.60 \$ et ça sécurise la clientèle. On commence à avoir des problèmes avec Laval. On a un gérant *wild*, à Laval, qui fait toutes sortes d'affaires.

J.L. Qui est-ce?

- CH.P. C'est Villeneuve. L'information sort dans les journaux qu'il se passe des choses non réglementaires à Laval. On envoie Gustave Boudreault pour contrôler la situation. Les clients – qui ont un million - me demandent si leur argent est en sûreté chez nous.
- J.L. Même en présence du fonds I.D. de protection?
- CH.P. Quand c'est annoncé dans les journaux que cela va mal dans une succursale, les gens réagissent très mal. Leur argent est plus important que leur santé. Ils posent des questions et doutent de la solidité de la boîte. C'était le cas même pour quelqu'un avec qui j'étais en contact depuis 15 à 20 ans. Ce fut comme un soulagement pour moi et pour mes clients, mais également pour les actionnaires. On était avec quelque chose de gros.
- J.L. J'ai cru comprendre que cela a été la même chose pour *Geoffrion, Leclerc* : les gars étaient très heureux de vendre.
- CH.P. Définitivement. Ils connaissaient les mêmes difficultés que nous et peut-être même pire.
- J.L. Ils n'avaient pas la bonne base de capital.
- CH.P. Ni de distribution ni d'ampleur.
- J.L. Même si la firme était devenue publique, elle n'avait pas la base de capital, ni le réseau non plus. Il n'y avait pas le syndicat de Québec pour aider non plus. L'*underwriting* de Québec, il y en avait.
- CH.P. Mais, il y avait des miettes. Il n'y avait pas le Nouveau-Brunswick, ni le Canada.
- J.L. C'était nettement plus payant.
- CH.P. Cela revient à ce que Jean-Louis Lévesque m'a dit quand je suis rentré : « N'oublie pas de faire des obligations, le jeune. » Ensuite, il venait me voir : « Puis, comment ça va? Payes-tu pour l'électricité? »
- J.L. À ce moment-là, il savait que tu avais une culture de stocks.
- CH.P. Oui, il devait le savoir. Il venait me demander des cotations.
- J.L. Il me semble que Gustave [Boudreault] m'a dit un jour lors d'une entrevue que Lévesque regardait régulièrement les résultats de tous les vendeurs.
- CH.P. Oui. Je suis sûr de cela.

- J.L. Il ne faisait pas juste de gros *deals*. Il était capable de faire la cuisine aussi.
- CH.P. Oui, c'était un aigle.
- J.L. La vente à la Banque, ça soulage les actionnaires et ça permet pour la clientèle qui a acheté le stock à 7 \$ ou 8 \$ de récupérer une bonne partie d'argent.
- CH.P. À 8.75 \$. J'ai perdu un client à cause de cette émission même si je l'avais prévenu que je n'étais pas d'accord avec cette émission. Il en a toujours voulu à Pierre Brunet d'avoir fait cette émission-là. C'était un gros client.
- J.L. À 6 \$ et plus, c'est un *deal* qui protège.
- CH.P. On avait de l'avenir. C'est comme les actionnaires de Canadian Oil Sands qui se font acheter par Suncor. Ils vont pouvoir s'en sortir avec Suncor parce qu'il y a du raffinage et de la vente au détail.

Les émissions des institutions religieuses

- C.L. Deux autres questions, rapidement. On a remarqué qu'il y a quand même beaucoup de maisons de courtage qui vendent des obligations de communautés religieuses : couvent, hôpitaux.
- CH.P. C'était l'époque ça. Jacques Parizeau avait assisté à une conférence du Canadian Club au cours de laquelle le président du Canadian Pacific ou de la Banque Royale parlait. Il disait qu'il y avait trois ou quatre institutions solides au Canada : le Gouvernement du Canada, sans doute le C.P.R. [*Canadian Pacific Railway*], la Banque Royale, mais il y avait définitivement les Sœurs de la Providence. J'ai appris très récemment pourquoi les Sœurs en faisaient partie.⁷

Au milieu du 19^e siècle, elles avaient envoyé à fort Vancouver (État de Washington) une religieuse du nom de Mère Joseph-du-Sacré-Cœur (Esther Parizeau, 1823-1902), qui sera à l'origine de la création d'un réseau de 26 hôpitaux qui engrangent maintenant sept milliards de revenus. On dit que Mère Joseph rapatriait les profits à Montréal. Il faut savoir que dans la constitution des Sœurs de la Providence de la province de l'Ouest, située à Seattle, et dans celle des Sœurs de la Providence de Montréal, il est indiqué que la Supérieure générale de toutes les communautés doit siéger à Montréal. Ainsi, Sœur [Karin] Dufault qui était jusqu'à récemment supérieure générale à Montréal vient de Moxee, un village canadien-français de l'État de

⁷ Voir [Sœurs de la Providence](#)

Washington. Celle qui l'a remplacée, Sœur [Judith] Desmarais, vient de la même région de Moxee. D'après moi, c'était leur gros centre de profit.

J.L. Cela explique peut-être pourquoi les Sœurs ne nous donnent pas accès à leurs archives. Les Sœurs de la Charité disent par écrit qu'elles n'ont jamais fait d'obligations, qu'elles ne savent pas ce que c'est et qu'elles n'ont pas de traces [de ces opérations].

CH.P. Tu as des noms de courtiers dans ce document-là. Ici, *Hamel & Fugère*. Je me souviens que je vendais avec mon père des billets pour le Carnaval des jésuites à Roger Lemelin, sur la rue Saint-Pierre, à Québec, chez les courtiers. C'est moi qui avais gagné le concours et remporté une montre.

J.L. Je comprends, ton père était client.

CH.P. J'approchais tous les courtiers, dont *Barry & McManamy*. Je ne me souviens pas de tous les noms, mais je me rappelle de Roger Lemelin à cause des Plouffe. C'était le Bon Dieu, Roger Lemelin.

J.L. Claude a fouillé les archives des Dominicains.

CH.P. En parlant des Dominicains, je me souviens que nous étions à Saints-Martyrs-Canadiens avant de déménager sur la rue du Parc. Un jour, alors que nous allions chez les Dominicains, ma mère m'a révélé qu'elle était sortie avec le prédicateur quand elle avait 16 ou 17 ans. Ma mère avait peu de moyens. Sa propre mère avait divorcé de son époux, un Bruneau.

J.L. Ce n'était pas la famille Bruneau-Dupuis?

CH.P. Non. C'était un voyageur de commerce issu d'une famille de grands marchands de Montréal qui ont été ruinés en 1856 après avoir prêté de l'argent à des cousins à Kingston. Ils avaient contribué à l'achat d'une des grosses cloches de l'église Notre-Dame. Ils avaient un magasin sur la rue Saint-Paul. Ils fournissaient les Anglais en habits pendant la Rébellion. Il avait marié une Seymour venant du Vermont. Son fils Jean, dont on a des lettres datées de 1840 et écrites en français, était bilingue. Il marie rapidement une fille du nom de Gregory qui était parente avec le médecin Gregory, un ami de Papineau. Dans ses mémoires, Papineau parle du mariage à Plattsburgh, à toute vitesse, de mon ancêtre Jean Bruneau. Ce mariage fait scandale. Il se marie sans la permission de ses parents. On a des photos de ce mariage. Plus tard, il se remarie officiellement à l'église Notre-Dame. Jean Bruneau devient secrétaire de D'Arcy McGee parce qu'il est bilingue. Il va vivre à Québec. Aux funérailles de ce dernier,

Bruneau quitte son poste sans demander la permission et perd son poste à Québec. Je descends des Seymour du Vermont et de la famille des Gregory (New York) qui était proche de Papineau.

J.L. Que penses-tu de la thèse de Pierre Falardeau selon laquelle l'éveil des francophones aux affaires a lieu au moment de la Révolution tranquille?

CH.P. Je ne pense pas que ce soit vrai. C'est un sujet qui m'intéresse. Dans le petit univers dans lequel les francophones pouvaient s'épanouir, ils s'épanouissaient. Notamment dans le commerce de détail. Prenons l'exemple de la famille Dupuis, ils ont quand même connu du succès. Les Rolland également. Ceux qui étaient dans le commerce de la fourrure ont fait de l'argent. Les Masson ont fait énormément d'argent.

J.L. Tu parles des Masson de Terrebonne?

CH.P. Oui. Les Masson avec lesquels les Faribeu étaient liés.

J.L. Faribeu?

CH.P. Le président-directeur général du Trust General du Canada avait épousé une Masson. Ce sont toutes des familles qui étaient très à l'aise.

J.L. À sa mort, vers 1850, Masson a laissé deux millions de dollars (en dollars de l'époque).

CH.P. Il y a les Rodier qui étaient dans le tabac, me semble-t-il.

J.L. Il y a les Chaput. Dans le tabac, il y a L.O. Grothé, Houde. Il y a Barsalou aussi.

CH.P. Barsalou qui était responsable de la forme du pont Jacques-Cartier parce qu'il n'a jamais voulu déplacer son usine.

J.L. En parlant de construction de pont, il y a les Dufresne.

CH.P. Les Dufresne étaient tellement riches qu'ils ont donné un chalet à Jo Simard à la Washicoutai.

J.L. Il s'appelait Marius Dufresne.

CH.P. Il avait des usines de souliers incroyables.

J.L. Ça, c'est son frère, Oscar. Ce n'est pas Marius.

CH.P. Marius était l'intellectuel qui a fait construire le château.

- J.L. À ce moment-là, Marius était un gros contracteur [entrepreneur] suffisamment organisé pour construire le pont Jacques-Cartier, le tunnel Wellington, le pont à Sainte-Rose qui porte d'ailleurs son nom. Ce qui va peut-être t'intéresser, c'est que le vice-président de *Dufresne Construction* était un Georges O. Beausoleil. Il était vice-président et pas juste conseiller financier; ce qui veut dire qu'il y avait de l'argent dans la compagnie, d'après moi. Qu'en penses-tu?
- CH.P. Pour avoir bâti le château, ils ont sûrement fait énormément d'argent.
- J.L. Ils ont bâti le château après avoir fait de l'argent.
- CH.P. Oui, mais l'usine était très grosse.
- J.L. L'usine de chaussures. Marius était un très gros entrepreneur, mais son vice-président finances était un courtier. Ce courtier était en même temps président d'une compagnie du nom de National Supplies, gérée par un des frères Beausoleil, un ingénieur. National Supplies se spécialisait dans les gros systèmes de chauffage pour les institutions. On ne peut pas dire, dès lors, qu'il n'y a pas eu d'initiatives de la part des francophones dans l'économie.
- CH.P. Les Corbeil, dont on avait un représentant, faisaient de l'équipement pour fabriquer les chaussures et les Daoust, des patins. La plupart des usines de chaussures de Québec et de Montréal étaient tenues par des Canadiens français.
- M.T. Vous avez ici un extrait d'un manuel scolaire de 2007 qui est encore vendu et qui sert à enseigner en 4^e secondaire. On y lit que les francophones sont plus actifs dans le développement.
- CH.P. Plus actifs dans le développement : je ne sais pas. Mais les Corbeil, c'est à regarder.
- J.L. Sais-tu comment les Sœurs de la Providence sont venues au monde? Grâce à un certain monsieur Berthelet qui avait hérité de son père et était le plus gros propriétaire foncier de Montréal. Il leur a donné du terrain à l'est du boulevard Saint-Laurent. Son fils était trésorier de Mgr Bourget. Quand ce dernier avait besoin d'argent, il allait voir Berthelet. Berthelet a donné aux Sœurs de la Providence un terrain au coin de Saint-Hubert et Sainte-Catherine, là où se trouve le parc Gamelin.
- CH.P. Il fallait qu'il y ait de l'argent qui circule pour construire la cathédrale et toutes les belles églises de Montréal.
- C.L. Ce n'était pas avec la quête et la dîme qu'on aurait pu les faire construire.

- M.T. Il suffit de regarder comment les Augustines de Québec ont ramassé 600 000 \$, en très peu de temps, en 1930. Une émission d'obligations qui ne s'est vendue que dans la région de Québec a permis aux Sœurs d'entreprendre les rénovations de l'Hôtel-Dieu.
- J.L. Dans le document que tu as devant toi, les Sœurs [de la Charité de Québec] disent que pour construire Saint-Michel-Archange, elles ont reçu 6 millions de subventions. Il atteste qu'en 1956, la première tranche s'élève à 3 millions sur un total d'emprunt de 7.5 millions. Je pourrais te dire qu'en 1969, approximativement, le « religieux » comptait pour 40 % des revenus des courtiers.
- CH.P. Rolland Giroux était spécialiste du financement des communautés religieuses et d'après ce que j'ai entendu, il aurait obligé ces communautés à faire affaire par la suite avec son fils Pierre. Plusieurs représentants avaient une admiration sans bornes pour Rolland Giroux.
- J.L. En faisant faire à Claude de la recherche sur l'aspect religieux doctrinaire des Dominicains, il est allé voir le provincial des Dominicains.
- CH.P. À Saint-Hyacinthe?
- C.L. Non, il n'y a plus de couvent à Saint-Hyacinthe. À Montréal, sur la Côte-Sainte-Catherine.
- J.L. Il a demandé aux Dominicains, comme il l'avait fait auprès des Sœurs de la Providence et beaucoup de religieuses, s'ils avaient fait des émissions. Et quelle était leur réponse?
- C.L. Ils m'ont répondu : « On ne le sait pas, mais voici nos livres de comptes. Faites les vérifications. »
- J.L. Le Dominicain que tu as rencontré t'avait aussi dit : « Moi, je n'ai jamais vu ça. »
- C.L. « Moi, je n'ai jamais vu ça, mais on ne peut pas dire que ça n'existe pas. »
- J.L. Sais-tu ce qu'il a trouvé? Le premier prospectus de Saint-Dominique à Québec. Les Dominicains ont fait une émission d'obligations pour construire...
- CH.P. En quelle année était-ce? C'était ma paroisse.
- C.L. Je pense que l'émission a eu lieu en 1962. Le prospectus a été numérisé.
- CH.P. C'est une très belle église.

J.L. Les Dominicains du provincial n'avaient jamais entendu parler des émissions, mais par chance, ils faisaient confiance...

CH.P. Cela signifie qu'il n'y a pas de continuité dans les [archives des] communautés religieuses.

J.L. Non, ce n'est pas ça. Il a deux séries d'archives : les archives générales et les archives financières.

CH.P. C'est la même chose au Vatican.

J'ai parlé à Sœur Dufault [des Sœurs de la Providence]. Ce serait un de mes rêves de pouvoir la rencontrer. Elle vient de Moxee, dans l'état de Washington, près d'Yakima. C'est un village canadien-français où on parlait français jusqu'en 1918. Elles viennent toutes de là. Je suis allé avec Jacques Parizeau au Musée des Sœurs de la Providence. Mère Joseph est une Parizeau. Non seulement l'État de Washington a un congé civique à son nom, mais il y a aussi sa statue au *National Statuary Hall* à Washington. Elle s'appelait Esther Parizeau.

J.L. En Oregon?

CH.P. Non, à Montréal, sur la rue Grenet. Il y a une section du musée qui lui est consacrée. Elle est responsable de la richesse des Sœurs de la Providence. Ce n'est pas le Chili où est allée Sœur Morin qui a apporté l'argent. Après cela, nous sommes allés à Saint-Martin [Laval] où Esther Parizeau a été baptisée. C'est également une célébrité à l'église de Saint-Martin. C'était un phénomène. Elle allait quêter à cheval dans les mines de l'Idaho où il y avait des Canadiens français.

J.L. Claude a trouvé dans les archives des Augustines et, plus récemment, dans celles des Dominicains des preuves que les émissions de communautés religieuses existaient alors que les Sœurs de la Charité le niaient. Quand nous sommes allés rencontrer une des sœurs il y a trois mois et que nous lui avons montré des documents, elle maintenant que cela n'existait pas.

CH.P. Il y a des photos de titres boursiers sur ta photocopie qui sont intéressantes.

C.L. En faisant la compilation des publicités de ce que nous désignons comme obligations religieuses dans différentes revues spécialisées et dans la presse, nous avons accumulé autour de 250 à 300 émissions de nature religieuse.

M.T. Nous avons un registre vraiment imposant, sans compter l'emprunt qui a été fait pour un hôpital à Berlin.

- CH.P. Qui m'a parlé de cela? C'était gros.
- C.L. Les Sœurs de Sainte-Catherine à Berlin.
- J.L. On a payé un hôpital en 1930 à Berlin.
- CH.P. Comme le disait l'abbé Groulx, notre plus grand titre de gloire était d'avoir été évangéliste et d'avoir aidé le tiers-monde.
- J.L. Il y avait derrière tout cela une machine financière, des compagnies de fiducie, des notaires, des avocats, des courtiers.
- CH.P. Le surplus d'argent était dirigé vers eux [le clergé]. Les gens faisaient confiance au clergé.
- C.L. C'est *L.G. Beaubien* qui avait vendu ça à Berlin.
- CH.P. *L.G. Beaubien* faisait de l'argent, mais d'après la nièce de Justine Lacoste-Beaubien, tout l'argent était siphonné pour l'hôpital [Ste-Justine].
- J.L. Il est dit qu'elle en a siphonné beaucoup, mais il en est resté néanmoins. Ce que nous avons appris, c'est qu'en 1900, deux ans avant de lancer *L.G. Beaubien & cie*, il [Louis de Gaspé Beaubien] faisait du développement immobilier sur la rue Beaubien, au coin de Sanguinet.
- CH.P. Il est certain que la première richesse à Montréal était la richesse foncière.
- J.L. As-tu entendu parler de Joseph Versailles [1881-1931]? Sais-tu combien de terrains il détenait?
- CH.P. Il avait beaucoup de terrains dans l'Est. N'a-t-il pas été maire de Montréal-Est?
- J.L. C'est lui qui a vendu des terrains aux compagnies de pétrole.
- CH.P. Un de mes bons clients était l'ancien maire de Pointe-aux-Trembles : Jean Langelier. La plus grande rencontre qu'il m'a dit avoir faite c'était avec Killam, un des grands financiers de l'époque.
- J.L. Isaak Killam, de la *Royal Securities*, non?
- CH.P. Oui. Je me demande s'il n'avait pas été dans l'armement.
- M.T. Voici une photo prise en 1914 du building de la compagnie sur la rue Saint-Jacques.
- CH.P. C'est un beau building. De quel côté est le numéro civique 99?

- M.T. Du côté est.
- CH.P. Montréal a une longue histoire financière. J'ai pu visiter les voûtes de la Sun Life avec la Fondation du Musée de Pointe-à-Callière. Pendant la guerre, on a transféré dans une vingtaine de bateaux toutes les valeurs de la Couronne britannique.
- J.L. C'était les voûtes de la Sun Life au carré Dorchester? Pas l'ancien bâtiment sur Saint-Jacques?
- M.T. Ce qu'on dit dans ce document est intéressant : « Les hommes d'affaires désireux d'augmenter leurs chances feraient bien de se placer [...] dans les banques canadiennes-françaises ».
- CH.P. On est en 1914. Qu'est-ce qu'il y avait comme banque à ce moment-là? La Banque Jacques-Cartier?
- C.L. La Banque d'Hochelaga, la Banque du peuple probablement.
- J.L. La Banque du peuple n'était plus là.
- C.L. La Banque provinciale?
- J.L. Non, la Banque provinciale, c'est la Banque Jacques-Cartier. Il y avait la Banque Nationale de Québec qui avait une succursale à Montréal et la Banque d'Hochelaga.
- CH.P. ... qui a fusionné avec la Banque Nationale.
- J.L. ... quand la Banque Nationale a eu des problèmes.
- CH.P. ... et qui a été sauvée par Taschereau, suite à la faillite de La Machine Agricole Nationale des Dion de Montmagny.
- J.L. Ça, je ne savais pas.
- CH.P. Les Dion étaient équipementiers d'instruments aratoires.
- J.L. On va terminer l'entretien ici. Je te remercie beaucoup Charles [fin de l'enregistrement].